

UNIVERSITE CATHOLIQUE DE LOUVAIN
Département des Sciences Politiques et Sociales

Nostalgie et réclamation
Pauvreté, identité et contrat social au Chili

Francisca Márquez Belloni¹

JURY :

Promoteur : Guy Bajoit

Membres : Abraham Franssen, Claudia Serrano, Olivier Servais, Michel Singleton.

Manuscrit déposé en vue de l'obtention
du titre de Docteur en sociologie

OCTOBRE 2005

¹ fmarquez@academia.cl

INDEX

<u>Introduction</u>	4
<u>1.- Les antécédents du problème</u>	8
<u>1.1. Pauvreté et vulnérabilité</u>	8
<u>1.2. L'État face à la pauvreté</u>	10
<u>1.3 Politiques sociales de logement et nouveaux quartiers</u>	12
<u>2. Des ethnographies en territoires de pauvreté</u>	14
<u>3. Le sujet face à l'État</u>	19
<u>3.1. Les itinéraires de pauvreté</u>	19
<u>3.2. Cultures dans la pauvreté</u>	21
<u>3.3. Vers une définition de la pauvreté</u>	24
<u>3.4. Le contrat dans la pauvreté</u>	26
<u>3.5. Identité(s) dans la pauvreté</u>	32
<u>3.6. Réflexion et travail de l'identité</u>	33
<u>3.7. Le pauvre par rapport à l'État</u>	36
<u>4. Conclusions : Du contrat social</u>	39
<u>4.1. De l'égalité et du contrat social</u>	39
<u>4.2. De l'efficacité des politiques sociales</u>	46
<u>Le bon travail</u>	46
<u>Le logement digne</u>	47
<u>La réciprocité érodée</u>	48
<u>Futur et incertitude</u>	48
<u>4.3. De l'idéaire de l'intégration</u>	54

Introduction

La figure du pauvre, celui qui mérite en raison de sa condition de carence et de débilité d'être assisté de façon systématique par l'État et ses politiques sociales, est une construction relativement moderne. Historiquement, le pauvre fut le mendiant, le lépreux, l'orphelin, etc... et sa relation avec la société passait de la charité au châtement, de la pitié à la pendoison. Par contre, à partir des politiques sociales, la survie et l'intégration matérielle sont un droit du citoyen appauvri, auquel la société démocratique et moderne doit répondre.

Nous savons cependant que les politiques sociales ne sont pas parvenues à en finir avec la pauvreté et ses effets paradoxaux sont visibles. L'idée que la pauvreté est un mal inévitablement lié au modèle économique tend à être acceptée, et par le fait même la naturalisation de la pauvreté. C'est ainsi que l'on oublie que la pauvreté est toujours une construction sociale et historique.

En premier lieu, il convient de préciser que ni la pauvreté ni les pauvres en tant que catégorie générique ne constituent notre objet d'étude, mais ce sont plutôt les pauvres assistés et sujets d'assistance sociale. Dans la perspective de Simmel, nous assumons que les pauvres, en tant que catégorie sociale, ne sont pas ceux qui souffrent de carences et de privations, mais ceux qui reçoivent assistance ou devraient la recevoir selon les conventions sociales. La pauvreté ne peut pas, en ce sens, être définie comme un état quantitatif et absolu, mais plutôt par rapport à la relation sociale qu'elle génère. Telle qu'on l'entend ici, elle est alors relative et on la construit socialement. Son sens est celui que la société lui donne.

Comprendre les effets souvent pervers des politiques sociales exige de prendre du recul vis-à-vis des mécanismes techniques et d'ingénierie sociale pour nous centrer sur la *boîte noire* dans laquelle on entretient la relation entre les pauvres et les agents de politiques sociales et on la construit. Les prémices à partir desquelles on construit cette recherche consistent en ce que l'on associe les processus de dépassement de la pauvreté aussi bien à l'*intégration fonctionnelle* comprise comme l'autonomie des plus pauvres pour assurer le nécessaire à leur propre subsistance qu'à l'*intégration sociale* en tant qu'implication des sujets comme citoyens dans le cadre d'un système de droits, de normes et de valeurs.

Le dépassement de la pauvreté se trouve donc lié à la capacité des plus pauvres pour exercer un contrôle culturel et économique sur leurs vies, mais aussi à la définition du contrat social, à savoir aux droits et aux devoirs de l'État et d'eux-mêmes en vue de rendre réelles l'égalité et l'intégration sociales, ou encore, selon la célèbre formule rousseauiste, à la « *forme d'association qui défende et protège avec toute la force commune la personne et les biens de chaque associé et grâce à laquelle chacun d'eux en s'unissant à tous n'obéisse qu'à lui-même et reste aussi libre qu'avant.* »²

² Rousseau, *Du contrat social*, chap. VI Du pacte social [1762], 1996.

Les formes que revêt ce contrat social entre l'État et les pauvres de notre société dit relation non seulement avec l'offre publique, mais aussi avec la position sociale et les dispositions culturelles et identitaires qui orientent la pratique de ces sujets en société. L'État construit le cadre dans lequel les sujets devront opérer, mais de plus les sujets interagissent avec lui, le mettent en cause, y adhèrent ou rompent avec lui.

Le concept de *champ de relations* proposé dans cette recherche nous permet d'entrer dans cette *boîte noire* que sont les relations et les représentations mises en jeu entre l'État et les *pobladores* (habitants de quartiers populaires). Le concept de *champ de relations* ouvre la possibilité d'une lecture de la construction de l'altérité dans ces espaces publics et politiques, de la distance et de la proximité avec l'autre, de l'ambiguïté et de l'interaction face à face toujours négociée, du thème du pouvoir et du *contrôle culturel*³. L'analyse des interrelations à l'intérieur de ce *champ de relations* nous introduit à la connaissance des processus au cours desquels les plus pauvres de notre société travaillent leur identité et leur culture malgré les conditions structurelles.

Cette étude introduit la question de savoir si une conception du contrat social orienté vers la reconnaissance de la communauté et de ses droits de la part de l'État serait en de meilleures conditions pour créer des occasions d'intégration sociale qu'une conception du contrat s'appuyant sur le principe de la nécessité individuelle et de la bienfaisance. Des individus avec une forte identité communautaire seraient-ils en de meilleures conditions pour se passer de l'État et de ses programmes sociaux et pour prendre une autonomie à son égard que des individus sans support communautaire mais avec des aspirations individuelles de mobilité sociale ? Quelles seraient les conditions que l'on doit remplir dans cette interaction État/individu/communauté pour que des processus de plus grande intégration sociale puissent partir d'un coup ? Est-ce l'articulation avec le marché du travail ? Est-ce la présence d'un dirigeant social efficient ? Est-ce la construction d'un lien de confiance entre l'agent public et celui qui demande de l'aide ?

Pour aborder ce problème on observe, par l'intermédiaire du travail ethnographique et des récits de vie, les processus d'éradication de campements et le déplacement des *pobladores* à des ensembles de logements construits par l'État au cours de la décennie des années nonante. Cette analyse comparative nous permettra de comprendre les dynamiques qui donnent vie à ces *sociétés de campement* et aux *sociétés de villa* (ensemble résidentiel pauvre), ainsi que les formes de résistance et d'adaptation que ces processus de transformation sociale promus par l'État et ses politiques sociales pendant dix ans (1990-2000) obtiennent.

La recherche suit deux pistes complémentaires. En un premier moment, on caractérise, à partir d'un travail ethnographique dans trois *villas*, les modalités que ce lien entre les familles et l'État revêt. Ensuite, à partir d'une analyse des *récits de*

³ Bonfill Batalla, 1990.

pratique (D.Bertaux, 1995) de quarante-huit habitants de ces *villas*, on approfondit et on compare les processus d'éradication depuis leurs campements ainsi que les modèles de contrat social de ces *pobladores*, leurs tensions identitaires et leurs logiques d'action vis-à-vis de l'État, du marché et de leur communauté. La recherche établit le parcours d'intégration sociale de ces petites *sociétés de campement* et de *villa* au cours de ces dix ans, pour ensuite, à partir de ce récit et de cet imaginaire du contrat social, proposer quelques linéaments théoriques pour un contrat social de droits à l'égalité dans la diversité.

Les objectifs

Dériver des hypothèses relatives aux résultats et à l'incidence des politiques sociales dans l'intégration sociale des *pobladores* et les mettre en contraste.

Caractériser les formes de résistance ou d'adaptation des *pobladores* aux conditions imposées par les politiques sociales pour parvenir à l'intégration sociale.

Caractériser les modèles du contrat social qui se construisent entre les individus pauvres et l'État au cours de la décennie des années nonante.

La méthode et l'univers de l'étude

En termes méthodologiques, l'étude se situe dans la perspective des études qualitatives, tout en privilégiant une optique ethnographique, les récits de vie et les entrevues en profondeur aux habitants des trois territoires résidentiels dans lesquels l'État a construit des ensembles de logements et y a appliqué des programmes sociaux.

On analysera les itinéraires sociaux que quarante huit individus et leurs familles ont parcourus au cours des dix dernières années (1990-2000) et les interactions quotidiennes qu'ils ont entretenues avec l'État et des politiques sociales. Les familles furent sélectionnées en accord à leur type de relation avec des programmes et des politiques sociales et elles furent contactées à travers un travail ethnographique dans les trois territoires étudiés : Villa El Resbalón et Villa San Arturo à Santiago et la Población Santos Martínez de la ville de Curicó. Comme nous le verrons, les trois communes présentent des caractéristiques différentes aussi bien en termes de leurs indicateurs de pauvreté qu'en ceux de leur gestion municipale.

Pour l'année 2003, l'enquête de Caractérisation Socio-économique Nationale (CAsEN) indiquait qu'au Chili 18% de la population se situait en-dessous de la ligne de pauvreté. Cette même année, la commune de Cerro Navia montrait des indices de pauvreté au-dessus de la moyenne nationale (21.7%) et elle mettait en place une politique municipale qui privilégiait une optique participative dans l'exécution des politiques et des programmes sociaux. La commune de Maipú, située aussi à Santiago, présentait au contraire des indices de pauvreté bien au dessous de ceux du pays (10.5%) avec une politique municipale opposée à la construction de villas et à l'implantation de *pobladores* dans la commune. Le

discours municipal visait plutôt la construction d'une identité communale de classe moyenne ; de ce point de vue, il n'existait aucune politique d'intégration communale pour les nouveaux arrivants de campements venant des communes voisines, ce qui explique sans doute que depuis 1996 la commune augmentât de presque trois points son indice de pauvreté. La commune de Curicó possédait en 2003 des niveaux de pauvreté un peu inférieurs aux moyennes nationales (14,6%) ; elle s'appuyait fortement sur une optique d'assistance dans la mise en place des programmes sociaux, mais elle présentait des indicateurs de succès de gestion municipale en termes de la focalisation de ses ressources et de ses programmes sociaux.

La majorité des familles qui conforment notre univers d'étude ont obtenu un logement social au cours de la décennie des années nonante ⁴. Dans les territoires sélectionnés, on a pu constater deux types de familles qui répondaient à notre critère de sélection de cas: a) des familles pauvres en lien avec le réseau de l'État et des programmes sociaux avec participation locale; b) des familles pauvres qui ont obtenu leurs logements avec un subside social par l'intermédiaire de leurs économies individuelles et qui étaient en lien avec l'État à travers des programmes d'aide individuelle. Ces deux types de familles, comme nous le verrons plus loin, présenteront des différences significatives en termes d'intégration sociale ainsi que de satisfaction à l'égard de leurs logements et de leurs voisins. On les choisit pour l'ensemble des trois *villas*, vingt-deux familles ayant obtenu leurs logements par l'intermédiaire de programmes individuels et vingt-deux l'ayant fait grâce à une participation organisée dans le cadre de programmes sociaux pour le logement, et quatre familles qui n'arrivèrent pas à obtenir leurs logements. Pour chaque famille, on a réalisé une entrevue à la mère pour être celle qui présentait davantage de disponibilité pour raconter l'histoire de la famille dans sa relation avec l'État. Ce n'est que dans quelques cas que le père de famille accepta aussi de transmettre son récit, mais en général en complément de l'histoire de la mère.

La thèse est organisée en trois parties. Dans la première, on aborde *Les paradoxes de la politique sociale au Chili* en deux chapitres. Dans le premier, on présente trois ethnographies qui rendent compte du processus par l'intermédiaire duquel on construit les trois ensembles d'habitation comme produit des politiques de logement social. Pour chacune de ces ethnographies, on construit un récit descriptif et on fournit quelques clés interprétatives en relation aux processus sociaux qui s'y sont déroulés. Dans le second chapitre de cette première partie, on fournit aussi quelques clés sociologiques pour interpréter les processus sociaux qui se sont déroulés à l'intérieur de ces *villas de pobladores* au cours de la décennie des années nonante. Tout en analysant le rôle que les processus de ségrégation urbaine jouèrent, on présente des éléments historiques dans le but de problématiser le rôle de l'État et de ses politiques sociales dans la construction de la pauvreté urbaine et des processus d'intégration sociale au Chili.

⁴ Logement construit par l'État et avec des subsides apportés par lui au bénéfice des familles de plus faibles ressources.

Dans la seconde partie du document, on présente *Le sujet face à l'État*. Cette partie est organisée en cinq chapitres, chacun d'eux correspondant à une conception du contrat social en vigueur à l'endroit des *pobladores*. A travers l'analyse des *récits de pratiques* et de la remise d'un récit in extenso d'un *poblador* ou d'une *pobladora*, on montre et on analyse quatre dimensions qui nous approchent d'un regard compréhensif de la construction du sujet *poblador*: les dimensions du modèle du contrat social, les tensions identitaires de ces individus qui vivent la pauvreté, le travail que chacun d'eux, depuis son expérience de pauvreté, effectue de lui-même, et finalement les logiques d'action de ces *pobladores* face à l'État, au marché et à leur communauté.

Les types idéaux du contrat social furent construits à partir de la définition des principes qui explicitaient l'action de l'État vis-à-vis de la pauvreté et des mêmes *pobladores*: Que doit faire l'État pour venir en aide aux pauvres à dépasser leur condition? Que doivent faire les pauvres pour sortir de la pauvreté? Ces principes ont permis de formuler quatre types idéaux du contrat social: a) bienfaisance et charité; b) participation assistée; c) communauté de résistance; d) individu et subsidiarité.

Dans la troisième et dernière partie du document, on répond, à partir d'évidences empiriques, aux questions essentielles à cette recherche : De quoi dépend qu'un pauvre préfère un type de contrat à un autre ? Dans quelles conditions et pour quelles raisons les politiques sociales ont une incidence sur l'intégration sociale et fonctionnelle des plus pauvres ou n'en ont pas ?

Dans le chapitre final, on apporte au débat certains éléments conceptuels en vue de la construction d'une théorie du contrat social au Chili.

1.- Les antécédents du problème

1.1. Pauvreté et vulnérabilité

Au cours de la dernière décennie, le Chili expérimenta une croissance économique soutenue et des avancées substantives quant à la réduction de la pauvreté. La première partie de la décennie des années nonante montre des chiffres positifs quant à la croissance économique, à l'emploi et particulièrement à la réduction de la pauvreté. Actuellement, le Chili est l'un des quatre pays latino-américains avec la moindre incidence de la pauvreté.

Cependant, bien que la pauvreté du point de vue des statistiques diminua de moitié et que tous les foyers, d'une manière ou d'une autre, ont vu augmenter leurs ressources aussi bien de façon relative qu'absolue, il y a tout de même trois millions de personnes vivant en de mauvaises conditions.⁵ À la fin de l'année

⁵ Il vaut la peine de faire savoir cependant que la ligne définie pour le calcul de la pauvreté n'a pas été actualisée depuis 1985. La CEPAL a calculé que si on actualisait cette ligne, la pauvreté au Chili pourrait atteindre 35% de la population; on comprend pourquoi les divers gouvernements ont

2003, la population en situation de pauvreté dans le pays bordait les deux millions 904 mille personnes, correspondant à 18.8% de la population totale. La population en situation de pauvreté extrême au niveau national s'approchait des 724 mille personnes (4.7% du total).⁶

L'argument selon lequel l'important est la croissance accélérée de l'économie vu qu'elle réduit la pauvreté, ce dont une fraction de la population a pu faire la preuve, perd de sa valeur quand on constate que cette croissance ne parvient pas à améliorer avec la rapidité voulue les conditions de vie des plus pauvres. Au cours de la décennie des années nonante, en même temps que les bénéfices de la croissance, il apparaît clair que la réduction de la pauvreté et surtout de l'indigence commence être plus lente et plus difficile.⁷

Lors de la crise économique qui commença en 1998, la vulnérabilité de la pauvreté se laissa voir avec force. Au cours de la période antérieure, de nombreuses familles pauvres avaient vu s'améliorer leurs ressources et leur qualité de vie. Dans ces améliorations un ensemble de facteurs tels que l'incorporation d'un second membre de la famille au marché du travail, des dépenses sociales en augmentation de façon significative, la diminution de l'inflation, l'augmentation des salaires réels de 45% et la solution massive des problèmes de logement eurent leur incidence. Cependant, la crise financière des années nonante mettra fin à cette période de prospérité et laissera entrevoir le caractère fort précaire et fragile de ces processus de mobilité de la qualité de vie.

Aujourd'hui cependant, les grands problèmes qui affectent les plus pauvres ne sont pas le manque de toit, ni la faim, ni l'abandon institutionnel ou l'alphabétisme, mais la forte vulnérabilité dans leurs itinéraires de mobilité.

L'unique enquête panneau réalisée au Chili entre les années 1996-2001 sur un ensemble de familles pauvres et indigentes nous confirme que la vulnérabilité est redevenue un trait substantiel à la compréhension de la pauvreté dans notre pays. Du point de vue de cette enquête, on entendra par vulnérabilité le risque que court un foyer de tomber dans la pauvreté demain.⁸ En effet, l'enquête nous fournit de claires évidences du phénomène de rotation de la pauvreté qui, loin de constituer une situation stable et qui affecte les mêmes foyers et les mêmes personnes, présente un dynamisme notable. Concrètement, c'est ainsi qu'alors que 11% des foyers pauvres sortirent de l'indigence et de la pauvreté, 9% tombait dans l'indigence et la pauvreté au cours de la même période. Il est donc évident que malgré la diminution du niveau de pauvreté au Chili, la vulnérabilité est très élevée,

évitée de le faire.

⁶ Casen, 2003.

⁷ Il est possible de supposer que le million et demi de personnes qui sortirent de la situation de pauvreté au cours de ces années étaient de celles qui avaient un plus haut niveau de qualification professionnelle et d'éducation. Le rythme auquel on a réduit la pauvreté au cours des premières années des gouvernements démocratiques ne se reproduira pas, car pour cela on aurait besoin d'une accélération du processus de croissance économique et d'une force de travail de réserve.

⁸ Contreras et al. 2004.

et que les politiques sociales doivent faire front à des difficultés pour faire face à cette réalité.

1.2. L'État face à la pauvreté

Au Chili, l'idée de l'État –providence selon laquelle tout individu a droit à l'aide et à la protection remonte au XIX^e siècle. Depuis Alessandri et les réformes de 1925, passant par le premier gouvernement d'Ibañez jusqu'au Front Populaire, l'imaginaire de l'État qui prédomine tout au long du XX^e siècle reste consacré. Le Chili, plus qu'aucun autre pays latino-américain, semble marqué par le centralisme de l'État dans son labeur face aux secteurs les plus exclus de la société. Dans « l'idée fondamentale du Chili républicain, considéré du point de vue de l'histoire, c'est à l'État que revient le fait d'avoir configuré et affirmé la nationalité chilienne au cours des XIX^e et XX^e siècles, et la finalité de l'État est le bien commun en toutes ses dimensions : défense nationale, justice, éducation, santé, fomentation de l'économie, protection aux activités culturelles... »⁹

C'est l'État qui donne origine à la nationalité et qui consolide la république; c'est lui qui sert de référence à la vie sociale. C'est lui qui est le moteur des stratégies d'industrialisation et de développement économique, ainsi que le propulseur des réformes sociales. Il est l'État enseignant qui unifie et donne son homogénéité au pays grâce à l'école, et au service militaire, ainsi qu'au fisc qui représente le pays de classe moyenne. Par dessus tout, au Chili la vie en commun trouve dans l'État la symbolisation de l'engagement des classes sociales et des forces politiques.

À la naissance de l'État chilien, il y a l'autorité et le zèle pour la chose publique, la référence centralisatrice, mais toujours la participation des groupes à la décision et au pouvoir. L'expérience quotidienne des familles chiliennes tout comme leurs biographies peuvent difficilement être comprises sans la présence de l'État dans chacune des dimensions de leurs vies.

Face à la débilite croissante de l'État au cours des dernières décennies et à la prédominance progressive du marché dans la vie des citoyens, la nostalgie et la réclamation pour une reconstruction politico-étatique d'un imaginaire public commence à faire partie du sens de nombreux chiliens, en particulier de ceux qui n'ont pas reçu les bénéfices du marché. La demande d'aplanissement du domaine public commence à récupérer du terrain après les débilites d'un modèle qui consacre l'expérience du marché et qui rompt avec la construction politico-étatique de l'imaginaire public en faveur d'un imaginaire privé. La crise de la fin des années nonante semble avoir rompu cette illusion de l'individu comme figure centrale d'un imaginaire de marché, imaginaire encore présent chez de nombreux citoyens, mais qui semblerait fournir peu de clés pour projeter le social et le faire passer dans la vie. Face à la prédominance du modèle néolibéral non seulement les espaces publics pour articuler les différences et la diversité sembleraient perdre du

⁹ Góngora, 1981.

terrain, mais il en va de même pour les opportunités des citoyens, en particulier des plus pauvres, pour choisir et réaliser le type de vie qu'ils veulent mener.

On signale aussi qu'en même temps que la décomposition de la politique et que l'incrédulité de ses institutions ont lieu, d'autres modes d'expression de la citoyenneté gagnent en force. Le public ne disparaît pas bien qu'il prenne d'autres formes, peut-être plus silencieuses et plus anonymes. Des hommes et des femmes perçoivent que de nombreuses questions propres aux citoyens (À quel lieu est-ce que j'appartiens et quels droits cela me donne ? Comment puis-je m'informer ? Qui représente mes intérêts ?), trouvent leurs réponses davantage dans la consommation de biens et dans les moyens de communication¹⁰ que dans les règles abstraites de la démocratie par la participation collective dans les espaces publics.¹¹

Cependant, la présence de l'État semblerait continuer à être centrale dans la vie quotidienne, dans les pratiques et dans l'imaginaire des plus pauvres. Le marché modèle certainement leurs besoins, mais c'est sur l'État, et leurs plus proches, qu'ils comptent au moment de chercher la satisfaction de ceux-là. Pas même au cours des années quatre-vingt, en plein discours néolibéral anti-État, la présence de l'État dans la société chilienne se réduisit, non seulement en raison du contrôle exacerbé que celui-ci exerçait sur les décisions et les vies de chaque Chilien, mais aussi en raison de sa présence dans des domaines tels que ceux de l'éducation, de la santé et des décisions dans certains autres que le marché négligeait.

Dans les années nonante, le rôle de l'État continue d'être en vigueur, exemple de cela celui de compensateur vis-à-vis de la pauvreté à travers l'augmentation et une meilleure focalisation des subsides. L'État de ces années a joué un rôle actif dans l'augmentation des ressources de ces familles, mais par dessus tout dans la correction partielle de l'inégalité, que l'on peut constater dans les ressources monétaires des foyers chiliens.

En effet, la focalisation des politiques sociales obtient des résultats de redistribution, ce qui ne se produit pas pour les ressources provenant du travail. Comme résultat, on peut observer qu'en 2000, grâce aux subsides, on a réduit la distance entre les 20% les plus pauvres et les 20% les plus riches de 15.5 fois à 13.9 fois. Succès remarquable, mais qui sans aucun doute parle des failles d'un modèle de développement incapable de générer des quotités d'égalité à travers l'emploi.

Cette présence et cette centralité de l'État dans la construction d'une société plus équitable et moins pauvre n'empêche pas cependant que la demande en faveur d'un État et d'une politique plus proches jouissant d'une meilleure capacité de reconnaissance et d'agglutinement de la diversité commence à surgir à partir des

¹⁰ Le OIT (1995) fera observer que « la forte légitimation de la consommation tend à mettre en doute le travail et les formes traditionnelles de la mobilité sociale. Face à cette réalité, on se rend compte de l'insuffisance des politiques et de l'État, ce pour quoi on suggère une optique territoriale d'intervention sociale... »

¹¹ García-Canclini, 1994.

plus pauvres, rendant ainsi compte de la nécessité et de la recherche d'un nouveau lien entre l'État et les citoyens.

1.3 Politiques sociales de logement et nouveaux quartiers

La grande innovation des politiques sociales pour le dépassement de la pauvreté des années nonante fut sa focalisation dans des territoires où elle se concentre : *poblaciones*, *villas*, quartiers, installations irrégulières ou campements...

Le supposé fondamental était que même si la lutte pour dépasser la pauvreté nécessitait la transformation de structures d'opportunités comme la création et l'accès à l'emploi de la part des plus pauvres on avait aussi besoin de la part de l'État d'un renforcement du développement des capacités de ces foyers et de ces individus pauvres grâce aux organisations locales. On espérait ainsi que les programmes sociaux focalisés dans un territoire arriveraient à provoquer l'emploi de ressources et de capacités collectives jusqu'à maintenant rarement rendu possible de la part de l'État et de ses politiques sociales.

La mise en place de ces politiques focalisées au début des années nonante coïncide avec le surgissement de nouveaux campements de la démocratie sur les bords des rivières, des lignes de chemin de fer, des décharges d'ordures, des terrains vagues et des terrains appartenant à l'État. Spontanément on réactivera ainsi les occupations *illégales* par des familles qui jusqu'à cette date avaient vécu dans des conditions d'entassement misérable. On ne parlera plus néanmoins de *prise de terrain* mais d'*installations irrégulières*. Et au sens strict, ces occupations sont loin d'être ce qu'elles furent dans les années septante. De façon silencieuse et solitaire, les *sans logis* se déplacèrent de nuit avec leurs cartons et leurs bouts de bois pour aller construire ailleurs leurs logements précaires.

L'arrivée de la démocratie n'activera pas le mouvement et les demandes collectives, mais ouvrira un espace pour *souffler* et une espérance de solution. Les années nonante marquent ainsi un nouveau pacte entre *pobladores* et État. Avec des politiques décentralisées, les municipalités n'auront pas de difficulté pour *focaliser* dans les tache de pauvreté les nouvelles politiques sociales.

L'augmentation significative de la construction de logements sociaux permettra, jointe à des politiques pour encourager l'épargne, que de nombreuses familles réalisent le *rêve du logement propre*.

L'objectif d'*éradiquer* les 970 campements qui existaient au milieu de la décennie des années nonante au long du pays arrive à se constituer en politique publique. L'obtention du logement passe alors à être objet de préoccupation des politiques sociales pour le *dépassement de la pauvreté*. Au milieu de la même décennie, le logement en vient à être un instrument clé, le point de départ pour tout dépassement de la pauvreté et de l'indigence au Chili.

Le programme *Chile-barrio* (Chili-quartier) naît justement de la constatation de ces 970 campements, mais aussi de la dispersion des programmes publics pour aborder les situations d'extrême pauvreté. La rare flexibilité et la décentralisation de ses instruments mais surtout la vérification du fait que les résultats obtenus

avec des secteurs en situation d'extrême pauvreté étaient précaires conduisent l'État à dessiner un nouveau programme pour les *sans-logis*.

Ce ne seront pas les *pobladores* organisés qui réclameront ce droit mais c'est l'État qui par l'intermédiaire d'une ingénierie sociale encouragera les familles organisées à revendiquer ce droit. À travers l'attribution de subsides et d'aides complémentaires aux familles, le logement et le quartier seront le centre d'une vision intégrale et intersectorielle en vue du dépassement de la pauvreté.

Historiquement, au Chili, le problème du logement dans le secteur urbain était celui des personnes entassées. Pour l'année 1983, on comptait que les personnes entassées dans le grand Santiago atteignaient 86 460 familles situées dans les strates économiques bas, c'est-à-dire 66.5% de ce groupe.¹² Cette situation changea de façon drastique au cours de la décennie des années nonante. Les conditions d'urbanisation pour la population pauvre se sont vues nettement améliorées. La production de logements sociaux atteinte pendant cette décennie dépassa le taux de croissance végétative de la population.¹³

Entre la décennie des années quatre-vingt et celle des années nonante, le taux de production annuelle de logements crut de 36.4% et depuis 1980 jusqu'à l'année 2000 on avait construit environ 173 000 logements d'intérêt social à Santiago, ce qui équivaut à 21% du parc du logement construit en Région métropolitaine.¹⁴ Autrement dit, près de 700 000 personnes vivent aujourd'hui dans un certain type de logement social en dessous de 400 UF construits entre 1980 et 2000.¹⁵ Grâce à cela, les conditions de vie et d'urbanisation des plus pauvres s'améliorèrent substantivement.

L'effort de l'État réalisé en matière de logement impliqua le transfert résidentiel définitif de la population qui habitait dans des campements ou comme personnes entassées vers de nouvelles *villas* de logement social qui en viennent à concentrer la plus grande partie des pauvres urbains. La nouvelle pauvreté urbaine de Santiago est aujourd'hui la pauvreté de *ceux avec toit*.¹⁶

Le modèle de construction de logement social qui domine au cours des dernières années possède une tendance à la densification. La construction en hauteur est accompagnée d'un dessin urbain fondé en des blocs face à face, avec des balcons étroits, ce qui rend plus aiguë les conditions d'entassement et la sensation d'enfermement des habitants. Ce changement ou cette modalité de construction est dû au processus de cherté accrue du sol urbain et non aux attentes de la demande. Cependant de récentes études du PNUD et du ministère du Logement et de l'Urbanisme indiquent que la principale insatisfaction des habitants de ces nouveaux quartiers n'exprime aucune relation principalement avec leurs logements

¹² Ogradnik, 1983.

¹³ CEPAL, 1999.

¹⁴ SUR, 2001.

¹⁵ Au dessous de 400 UF réajustées.

¹⁶ Rodríguez, 2001.

mais bien avec le quartier et le voisinage. Le désir d'émigrer est directement associé à l'insatisfaction à l'égard du mode de vie et de sociabilité que l'on impose à ces habitants.

La somme des problèmes attachés à la réalité de la ségrégation urbaine et au logement au Chili génère aujourd'hui de graves problèmes sociaux liés aux difficultés de convivialité, de formation de réseaux sociaux et de génération de nouvelles formes de participation sociale. On impose ainsi la vision que la construction d'ensembles de logements sociaux apporte de façon quantitative dans le combat contre la pauvreté, mais qu'elle l'accentue en termes qualitatifs. Le logement social octroierait une meilleure qualité de vie matérielle, mais attenterait contre les coutumes et les logiques socioculturelles propres des pauvres dans leur vie quotidienne et productive.¹⁷ Les hauts indices de violence intrafamiliale qui se concentrent là en rendent témoignage.¹⁸ De ce point de vue, ce ne seraient pas seulement les changements sociaux ou économiques qui provoqueraient ce déficit solidaire, mais aussi la propre configuration socio-spatiale des ensembles. C'est-à-dire que les problèmes qui surgissent dans ces *villas* ne seraient pas un problème de la pauvreté, mais plutôt de la pauvreté entassée et encagée qui habite dans ces villas.

Que ce soit en raison d'une logique de rentabilité du sol (économique)¹⁹ ou simplement d'une certaine tolérance (culturelle) envers la pauvreté, ce qui est certain est qu'aujourd'hui on ouvre et fortifie les vieilles frontières sociales et spatiales à l'intérieur de la ville. La ségrégation à grande échelle, propre du processus d'urbanisation latino-américaine, c'est-à-dire des communes de pauvres et des communes de riches, continue à caractériser les frontières urbaines de Santiago, rendant les conséquences sociales et identitaires plus radicales. La consolidation des ghettos de pauvreté va de pair avec l'effet de stigmatisation de leurs gens et la perception d'*être de trop*. Les fractures urbaines, les frontières à l'intérieur de la ville apparaissent alors comme l'expression et le moyen d'intégration et d'identification à l'intérieur du groupe d'appartenance, mais aussi d'exclusion et de distinction par rapport au reste de la société.

2. Des ethnographies en territoires de pauvreté

Peut-on constituer les politiques sociales en un moyen facilitant l'intégration sociale des plus pauvres ? Comment les vies et les itinéraires de ces familles et de leurs communautés *modèlent* et transforment l'État et ses politiques sociales ?

Les prémisses sur lesquelles on construit cette recherche sont que l'incidence des politiques sociales et de l'État dans les processus d'intégration sociale est

¹⁷ Ducci, 1998; Skewes, 2000; SUR-PNUD, 2001.

¹⁸ Rodríguez, 2004.

¹⁹ Salcedo, 2000.

étroitement associée à la qualité du lien qu'ils construisent avec les plus pauvres. Pour aborder ce problème, nous avons commencé par la caractérisation et par l'analyse, à travers l'observation et le récit ethnographique, des politiques sociales de logement et la relation entre ces *pobladores* et l'État au cours de la décennie des années nonante.

De la lecture de ces trois ethnographies, nous pouvons conclure que les politiques sociales dans ces trois territoires ont un effet paradoxal. Tout en résolvant les problèmes d'infrastructures de ces *pobladores*, les logements approfondissent en même temps les problèmes d'exclusion de beaucoup d'entre eux et exacerbent le conflit, la méfiance, la stigmatisation et la perception d'inégalité et d'exclusion à l'intérieur de ces territoires.

S'il est vrai que les *pobladores* perçoivent des avancées et des succès dans certaines dimensions de leur intégration à la société (le logement propre), il en va de même quant aux pertes et aux retours en arrière dans des domaines qu'auparavant ils croyaient tenir comme assurés (la solidarité, la vie en commun entre voisins²⁰).

L'incertitude et l'affirmation de soi-même. C'est bien connu que les premières années dans une *villa* constituent des moments de crise et d'incertitudes. C'est au cours de cette période que se révèlent avec force la tension entre l'aspiration à un nouveau statut social et les difficultés que le contexte social offre à ces *pobladores*. Au cours de ce processus de transfert du campement à un ensemble de logements sociaux, du passage de l'illégal à *poblador*, les certitudes, les savoirs, les vieilles croyances et les principes entrent dans une phase de forte incertitude et d'instabilité. La tension et les contradictions avec ce que furent la vie quotidienne, les *habitus* et les coutumes dans le campement se fait sentir dans la construction et la reconnaissance d'un *nous*.

Cela ne constituerait peut-être pas un problème si ce ne fut en raison de la perception généralisée que dans ces espaces les conditions pour réaliser ses propres aspirations sont rares. Si le campement représentait le début d'une nouvelle vie et une forme de se construire un espace dans la ville, la *villa*, ensemble de maisons précaires, étroites, construites et assignées sans participation ne correspondra pas toujours aux attentes que l'on s'était faites.

C'est alors qu'affirmer et expliciter les propres projets et aspirations deviennent une nécessité pour chacune des familles. Marquer un territoire, tracer des frontières, affirmer la propre identité en arrivent à constituer une pratique désespérée de chacun pour prendre ses distances de ce à quoi on veut échapper : la pauvreté et l'exclusion. Des frontières identitaires qui affaiblissent finalement la possibilité de la rencontre et d'un nous communauté. Des distinctions et des

²⁰ Ces conclusions coïncident avec les évidences rencontrées dans une étude du PNUD/Sur (2002) sur des ensembles de logements sociaux au Chili.

disputes entre voisins qui ne sont autre chose que l'expression d'une exclusion qu'on leur impose et qui finit par affaiblir n'importe quelle initiative collective ou toute possibilité de consensus. Le désir d'émigrer de ces *villas* est directement lié à la méfiance et à la peur de la part de ses *pobladores* de rester attrapés dans la pauvreté de toujours.

La solidarité transformée en actif. Si dans le campement la solidarité, la réciprocité et la charité étaient des valeurs qui circulaient à l'intérieur de la communauté et faisaient partie des pratiques quotidiennes qui la régissaient, avec l'arrivée des programmes sociaux participatifs la solidarité devient un actif qui promet d'ouvrir les portes à l'État et à ses ressources. D'une solidarité réciproque et diffuse, les *pobladores* transiteront vers une solidarité fonctionnelle et stratégique qui leur servira à entrer en concurrence pour l'obtention d'un subside de l'État.

Dans ce processus, le leader et le zélé de ces principes d'égalité et de solidarité à l'intérieur du campement passeront, comme dans le cas de Curicó, de leur tâche de protection des équilibres précaires internes à se constituer en principal interlocuteur avec l'État. De leader sans pouvoir ²¹, il se transformera progressivement en un leader avec le pouvoir que lui octroie le fait d'être reconnu comme la figure visible des voisins vis-à-vis de l'État et de ses programmes. De lui ou d'elle dépendra finalement que la communauté compte posséder l'information nécessaire, qu'elle respecte les délais et entre en concurrence pour obtenir les subsides promis de l'État. Imbus de leur nouveau statut, ces leaders ne sauront pas toujours écouter et veiller sur l'intérêt commun.

Avec l'arrivée de l'État au campement, les processus de différenciation internes sont aussi renforcés : entre celui qui a le contact avec l'État et celui qui ne l'a pas, entre celui qui manie l'information et celui qui ne peut pas le faire, entre celui qui dépose son épargne et celui qui ne le fait pas, entre celui qui comprend les règles du jeu et celui qui ne les comprend pas, entre celui qui obtient son logement et celui qui n'y arrive pas... Avec l'irruption de l'État et de ses programmes, on affirmera les distinctions entre les égaux.

Ségrégation et stigma. Ces histoires de *pobladores* nous signalent que l'expérience d'habiter dans ces ensembles de logements sociaux est souvent perçue comme une expression d'infériorité sociale, de ségrégation, d'isolement et d'abandon. L'arrivée à une *villa* réaffirme que la pauvreté constitue un stigma dont

²¹ Dans les campements décrits, on exige du dirigeant deux qualités fondamentales : une capacité d'expression et une générosité/solidarité. On ne reconnaissait jamais un leader si celui-ci ne savait pas s'exprimer devant les siens et devant les autres ; on ne reconnaissait jamais un leader si celui-ci ne donnait pas de signes clairs d'honnêteté et de dévouement. C'est d'une véritable obligation de générosité dont nous parle Marshall Sahlins, elle qui était à la base de leur autonomie (ne dépendre de personne), de leur prestige et de leur capacité de justice.

il n'est pas facile de se défaire.²² *Disqualification* sociale qui les rapproche d'une condition de non-citoyenneté: un pauvre est qui est en dehors du marché et de la société. Sans les liens fondamentaux, le pauvre ne peut pas faire autre chose que vivre comme un *étranger* par rapport au reste de la société. Contradiction et tension permanentes qui détruisent progressivement l'image de soi et transforment la capacité d'action. C'est le cas de cette *villa* de Maipú perdue en lisière de la ville, où le désespoir de ses habitants a fini par le transformer en un *territoire de personne*, en un espace sans ancrage avec toute réalité sociale. Comme le montrent bien les trois exemples analysés, le sentiment de honte d'habiter ces espaces est fréquent. La dissimulation de leur infériorité stigmatisante et la peur des autres sont à la base de cette expérience de la pauvreté. Pour ces *pobladores*, l'intégration, la cohésion sociale et la conquête de la reconnaissance sociale deviennent peu à peu une lutte de chacun et des siens propres. Se constituer face à d'autres, avec d'autres, distincts, d'autres non-pauvres est une expérience que ces *pobladores*, ségrégués hors des murs de la ville, méconnaissent souvent.²³

L'aspiration à l'intégration. Le récit ethnographique rend compte aussi de l'aspiration de ces *pobladores* à l'intégration sociale, intégration qui permette à chacun de se sentir un habitant de plus de sa commune, de sa ville et de son pays. L'analyse des pratiques et des itinéraires de vie des *pobladores* nous montre qu'ils ne peuvent pas être compris en marge de la recherche de la reconnaissance sociale et du respect de leur condition de pauvres. Se reconnaître dans le regard de l'autre, exister pour l'autre, sont des nécessités primordiales pour se construire une place au sein d'une société, pour exister, pour participer. Comment comprendre alors l'importance que les moyens de communication ont acquise dans les expressions publiques des *pobladores*. *Apparaître* dans les journaux ou à la télévision est toujours la possibilité de se rendre visible et partant de s'assurer d'une réponse de la part des autorités.

Ségrégués et manquant d'interlocuteurs, il n'est pas étonnant qu'ils s'adressent à l'État et en appellent à lui une fois ou l'autre, souvent de façon silencieuse et pragmatique.²⁴ La nostalgie d'un bon nombre de ces habitants à l'égard de ce que fut leur vie dans le campement doit être comprise justement comme faisant partie de cette perte de communauté et du désir de la refonder dans un contexte social

²² Dans son sens étymologique, le stigma est une marque sur le corps que l'on imposait avec un fer rouge en guise de peine infamante ou comme signe d'esclavage.

²³ Heidegger disait qu'être – avec – autre est la condition fondamentale d'être – dans – le – monde. Une telle relation en suppose, éthiquement parlant, une autre qui est fondamentale, la faculté de pouvoir être – avec, d'être devant un autre, à savoir d'être interprété, mis en accusation par un autre.

²⁴ Peut-être Sennet (2003) ne se trompe-t-il pas quand, à propos du ghetto il nous signale que « dans une communauté pauvre on ne survit pas pour être le meilleur – ou le plus dur – mais pour maintenir la tête par en bas et éviter le contact visuel que l'on peut interpréter comme un défi... En ces lieux où les ressources sont rares et où manque l'approbation du monde extérieur, l'honneur social est fragile et a besoin de s'affirmer de jour en jour. »

où les conditions ont radicalement changé. La réclamation pour la perte de ces liens et le désir de récupérer un récit commun sont présents en chacun de ces *pobladores*.

C'est dans cette perspective que l'on doit comprendre la figure de l'*apparu* du Resbalón. Dans ce nouveau contexte, la figure du « pelaito »²⁵ que l'on applique seulement aux anciens habitants du campement constitue un acte fondateur qui renvoie à un temps et à un monde révolus. La mort, les funérailles et le retour de l'au-delà de cet enfant représentent un fait fondamental qui réarme une communauté dans le nouveau scénario. L'*apparition* de cet enfant et ses annonces rappellent à ces habitants des bords de la rivière l'importance de récupérer et de réactualiser les vieux principes de solidarité et de réciprocité généralisées au nom de la défense du bien commun. Tout comme la demande pour des cérémoniaux et des rituels, ces actes symboliques font partie de ce désir de refonder un *nous* qui, dans le passage de l'invisibilité à la légalité, s'est simplement effacé. C'est pour cela que dans des contextes d'éradication (transfert du campement à la *villa*), la célébration collective de leur nouvelle condition de citoyenneté acquiert une particulière importance. Se joindre à d'*Autres* autour d'une arène pour en recevoir la clé, pour couper le cordon, pour bénir les maisons, pour écouter des discours, pour se faire photographier, pour recevoir les titres de propriété, pour s'embrasser, enfin pour célébrer, c'est consacrer d'une certaine façon le passage des marges de la communauté au tout social. Pouvoir se voir dans les journaux et non dans la chronique rouge mais dans celle qui traite des affaires du pays... Même si c'est pour un moment, c'est se percevoir à nouveau partie de la *communitas*²⁶, d'un processus collectif. Le rite travaille pour l'ordre, nous fait remarquer Balandier (1994). En effet, quand la *pobladora* signale qu'*un discours eût été comme plus légal, plus direct* ce à quoi elle fait appel c'est justement à l'intégration.²⁷

Ce que nous avons voulu montrer dans cette première partie, c'est que la capacité de l'État et de ses politiques de foment et de renforcer les processus d'intégration sociale ne passe pas seulement par la remise de davantage de logements et meilleurs. Cela est certes indispensable, spécialement le fait d'ajuster les standards de construction et d'habitabilité de ces logements aux niveaux de développement et de qualité de vie de ce pays et de les égaliser. Mais même ainsi, cela ne suffit pas si ses habitants continuent à se percevoir citoyens de seconde catégorie. La construction d'un individu plus autonome et plus citoyen exige aussi des supports, c'est-à-dire des ressources matérielles et symboliques qui alimentent sa compréhension de la société et ses actions en elle.

²⁵ La traduction exacte se réfère à un chauve ; le terme est souvent employé comme un diminutif populaire et amical pour désigner un parent ou un voisin proche.

²⁶ Turner, 1972; Espósito, 2000.

²⁷ Mais quand le rite travaille pour l'ordre, il offre l'illusion et la possibilité de se sentir partie de... avec tout le risque que cela implique quant à renforcer les structures ou la crainte ou à la crainte de l'exercice de la liberté.

Ce dont il s'agit alors c'est de comprendre l'articulation entre les conditions objectives et subjectives dans les processus d'exclusion, à savoir quelle est cette partie des politiques qui peut correspondre aux déterminations structurelles et quel est le champ où les sujets et les citoyens peuvent apporter en termes des dynamiques d'insertion.²⁸ Le dépassement de la condition de précarité sociale et économique du pauvre est inséparable du processus que celui-ci, en tant que sujet et acteur, construit vis-à-vis de sa condition de pauvreté ou de sans-logis. Nous avons vu dans cet exercice que les limites sont plus diffuses et sont plus articulées que ce que l'on considère habituellement. Prêter attention aux sentiments que les individus de cette société accordent à leur expérience et à leur relation avec l'État est ouvrir les politiques sociales à l'implication des individus dans la définition des termes en fonction desquels on devra construire le contrat social.

En termes plus généraux, nous pouvons signaler que s'il est vrai que les politiques de logement offrent des services et des subsides qui améliorent à court terme l'intégration fonctionnelle des familles, c'est-à-dire que l'on résout le problème des sans-logis, elles négligent leur rôle d'intermédiaire dans la construction de l'autonomie et de l'intégration sociale. De fait, on ne tient pas compte de la construction d'une communauté de sens à partir de laquelle soutenir des processus de construction de sujets et de citoyens autonomes et où le droit de faire du logement un projet, collectif ou individuel, soit possible.

3. Le sujet face à l'État

3.1. Les itinéraires de pauvreté

Les questions qui s'ouvrent dans la discussion actuelle sur la pauvreté s'orientent vers les transformations profondes et accélérées de nos sociétés et de nos économies, ainsi que vers les processus à travers lesquels le changement social et structurel s'installe dans la vie et la culture des sujets et de leurs familles. En termes de politique sociale, il est particulièrement important de comprendre aussi comment il se fait que les plus pauvres et les plus vulnérables arrivent à dépasser le contexte hautement déstabilisant et dans lequel l'incertitude²⁹ s'installe chez tout le monde.

Ce qui est certain est que les caractéristiques de la structure sociale et occupationnelle que l'on peut observer aujourd'hui rendent compte qu'avoir un travail salarié ne suppose plus que l'on fasse partie d'un réseau de sécurité sociale non plus que l'on cesse d'être pauvre. Être salarié et vivre dans des conditions de vulnérabilité ou de pauvreté est une réalité au Chili et en Amérique latine. Même si cette société salariale n'intègre jamais l'ensemble de la population, elle agit comme un système d'intégration croissant qui associait le travail à des garanties et à des droits. La débilite progressive de ce contrat social exprimé dans la faiblesse

²⁸ De Gaulejac et Taboada Leonetti, 1994.

²⁹ Direction du Travail, 2003.

croissante et dans la précarisation du système de protection salariale à partir de la décennie des années soixante-dix a eu des répercussions sur le modèle d'intégration qu'il représentait. Une intégration précaire qui non seulement renvoie au monde du travail et y produit des effets, mais qui le fait aussi quant à l'entourage social et culturel d'où l'on construit les dispositions destinées à promouvoir l'intégration sociale.

Une fois la société et ses certitudes fondamentales débilitées, la possibilité de dépasser la pauvreté et d'en initier les processus ne paraît pas être seulement associée aujourd'hui à la prise en considération d'une catégorie occupationnelle déterminée ou d'une position dans la structure occupationnelle. Elle est plutôt liée à la capacité des sujets de construire un réseau ou un support de protection et de sécurité sociale qui les couvre face aux vulnérabilités et leur facilite l'obtention de meilleurs niveaux de vie.

Les itinéraires sociaux sont affrontés à des remises en cause et à des incertitudes que ne connurent pas les générations précédentes. Au Chili, l'analyse de l'expérience des sujets indique que ce sont eux qui devraient construire non seulement leurs itinéraires mais aussi l'orientation de leurs pratiques.

Les histoires de vulnérabilité et d'exclusion sociale, de reproduction de la pauvreté obligent à se demander si par hasard ces positions par rapport au marché et à la structure sociale représentent aujourd'hui une condamnation ou si les personnes qui sont dans l'une ou l'autre position peuvent changer le scénario. De fait, pour ces sujets, la marge de manœuvre semble assez mince. Néanmoins, les biographies montrent aussi que la propre position n'indique pas toujours une condamnation, et que souvent les sujets découvrent des chemins et des supports qui leur permettent de transiter vers de meilleures quotités de bien-être et vers la réalisation de leur propre projet de vie. La question concernant la marge de manœuvre, particulièrement pour les plus pauvres, devient inévitable. L'intégration sociale ne dépend pas seulement des conditions objectives comme le sont l'incorporation au marché du travail et l'accès à des opportunités, mais aussi des dimensions subjectives qui ont leur incidence sur la dynamique de l'insertion sociale.

Pour entrer plus avant dans un regard plus compréhensif de la pauvreté, il semblerait nécessaire de dépasser l'optique des ressources³⁰ et de se concentrer sur les processus et les itinéraires de ces individus, de façon à incorporer, à travers une perspective transversale et dynamique du temps, l'expérience sociale avec les opportunités que la société, l'État et le Marché leur ouvrent ou leur nient. La question concernant le rôle que jouent l'État et les politiques sociales dans la construction de ce réseau débutant de protection sociale ou la représentation que ces mêmes sujets pauvres se font de l'État et de ses obligations à leur égard sont cependant encore des domaines relativement peu abordés.

³⁰ Moser, 1996; Katzman, 1999; Mideplan, 1998.

3.2. Cultures dans la pauvreté

Comme les études classiques structurelles l'ont déjà montré, les opportunités et les actifs des *pobladores* et de leurs familles pourraient rendre compte des probabilités d'accès à un travail ou à un logement, par exemple, mais cela n'est pas suffisant pour prédire ou comprendre l'orientation que leurs itinéraires suivront ni l'incidence que ces ressources auront sur la qualité de leurs vies. La direction de leurs itinéraires exprime aussi une relation avec les dispositions culturelles qui orientent l'action de ces *pobladores*. Si l'on entend par culture le mode dans lequel une société produit ses formes de vie en commun, si on les représente et les reproduit, la maîtrise ou le *contrôle culturel* ³¹ de ces *pobladores* – la défense et la capacité de décider sur la culture propre et sur celle étrangère – peut être aussi une ressource essentielle pour comprendre le sens que leurs itinéraires dans la cité acquièrent.

Le débat sur l'incidence de la culture dans les processus de dépassement de la pauvreté et dans la mobilité sociale n'est pas terminé. L'internationalisation des normes et des valeurs de l'intégration sociale est-elle ce qui permet la mobilité en raison d'une motivation d'obtenir une satisfaction ? Ou bien est-ce la capacité de contrôler et de décider sur une gamme de codes culturels vaste et diverse ce qui situe les *pobladores* et leurs familles dans une meilleure disposition pour profiter des occasions et des ressources que le marché, la société et l'État peuvent lui offrir ?

La thèse du *contrôle culturel* prend un sens particulier dans des contextes de transformation rapide et où finalement le définitif paraîtrait être la capacité de chaque *poblador* pour construire sa propre expérience sociale. Pendant la durée du modèle d'industrialisation substitutive, les modèles d'intégration paraissaient certainement plus clairs : si on était ouvrier, on possédait alors une culture propre et un projet de mobilité collective. Dans l'actualité, l'ouvrier d'antan peut être un travailleur indépendant qui, bien qu'il continue à se croire un travailleur, sait que les certitudes de son ancien projet social ne correspondent plus à la réalité. C'est ainsi que la notion d'appartenance à une culture comme à un tout stable et normatif s'affaiblit et qu'apparaît la question quant à savoir comment les diverses orientations culturelles contribuent ou non à la construction de processus de mobilité et d'intégration sociale.

La question relative à la relation entre pauvreté et culture a été abordée par l'anthropologie latino-américaine dans des études classiques comme celles d'O. Lewis (1966) et de L. Lomnitz (1975)³² au Mexique. En opposition aux optiques structuralistes qui situent la pauvreté des pays du sud en dépendance du nord et dans la conformation de structures sociales excluantes, Lewis construit la thèse de la présence d'une culture propre chez les secteurs pauvres qui agirait dans la

³¹ Bonfil, 1995.

³² Dans son étude des réseaux de compérage au Cerrada de Córdor à Mexico, Lomnitz, au contraire, met en relief la capacité de ces *pobladores* marginaux pour faire face à leur misère et se réjouit de leurs réseaux sociaux comme ressources vitales à leur survivance.

reproduction de leurs conditions de vie. On explique ainsi le caractère déviant des comportements des pauvres par l'existence de valeurs et de modèles culturels distincts de ceux dominants dans la société. On parlera de *sous-culture de la pauvreté* comme constituée par ces valeurs et ces modèles de comportement transmis de façon intergénérationnelle, et qui expliqueraient la position des personnes en bas dans la structure sociale. En termes de politiques sociales, on a compris la thèse de la sous-culture de la pauvreté comme le *désespoir et le laisser- être* des familles qui se situent en-dessous d'un certain niveau de ressources (la ligne de pauvreté). Pour rompre avec ce cercle de la pauvreté, on ferait alors appel au fait que les pauvres doivent apprendre et intérioriser les codes de l'intégration pour pouvoir visualiser les opportunités que leur offre le marché et en profiter. Conception fort semblable aux politiques d'accumulation entendues comme les processus de contact culturel à travers lesquels les sociétés ou les groupes assimilent, ou qu'on leur impose, des traits culturels d'autres sociétés ou d'autres groupes en général dominants.³³

Il n'existe cependant pas d'évidence empirique à appuyer l'idée que l'orientation vers le dépassement de la pauvreté disparaisse en transférant la limite de la dénommée ligne de pauvreté, non plus que celle que le strate pauvre partage une seule culture ou encore que la culture de la pauvreté soit en relation avec le strate pauvre. Même ainsi, la thèse de la sous-culture de la pauvreté a pénétré non seulement le sens commun de nos sociétés, mais elle a aussi orienté une grande partie du dessin des politiques sociales. Comme Martínez et Palacios (1995) le conclurent correctement, la superposition du *strate pauvre* et de la *culture de la pauvreté* est une supposition que l'on adopte pour justifier la définition d'un groupe-objectif de *l'aide de l'État*. Cependant, cette supposition aspire à remplir un vide réel dans la construction théorique du concept, bien qu'elle le fasse avec distorsion : si la pauvreté doit être un motif d'attention continue et institutionnelle de la part de l'État, c'est parce qu'on reconnaît l'existence d'un hiatus entre l'orientation en vue *d'obtenir le dépassement de la pauvreté et la probabilité effective de l'obtenir*.³⁴

Au Chili, la relation entre culture et pauvreté a été abordée par Irarrázaval (1995) qui propose le concept d'habilitation pour rendre compte de la nécessité des plus pauvres d'internaliser des valeurs déterminées pour que la mobilité des familles puisse se réaliser. D'accord avec cette optique, à plus grande habilitation plus grande possibilité de motivation pour que cela réussisse et par suite plus grande mobilité et majeur dépassement de la pauvreté. Cela suppose aussi une certaine capacité de désir social qui est celle du *tous intégrés* dans l'homogénéité. Habilitation (Irarrázaval, 1994) et adhésion à la culture de la décence et de l'intégration (Martínez y Palacios 1998) sont des concepts qui rendent compte de l'étroite relation entre internalisation (ou « acculturation ») de valeurs et mobilité des familles les plus pauvres.

³³ Concept cerné par l'École culturalista, dont le principal représentant fut Herskovits, 1958.

³⁴ Martínez et Palacios, 1995.

Pour Irarrázaval, ceux qui adhèrent aux codes dominants de l'intégration montreraient de meilleurs résultats en termes de leurs conditions de vie et de leur capacité de mobilité, tandis que ceux qui prennent de la distance vis-à-vis de ces codes de l'intégration et du vivre bien auraient tendance à se maintenir dans la pauvreté. Cette thèse ressemble à celle de Bourdieu quand elle nous signale les effets négatifs (*hysteresis*) que peut avoir sur les individus le fait de transgresser un système de dispositions culturellement structuré ou de ne pas être d'accord avec lui (*habitus* versus *hysteresis*). Bourdieu n'est pas le seul à signaler les risques d'un désaccord avec le système normatif et culturel. Elias (1996) coïncide aussi quant à insister sur les aspects négatifs produits par le désajustement entre des positions objectives et des expériences de vie des acteurs, entre les codes transmis et validés socialement et l'internalisation que le sujet en fait.

Martínez et Palacios, de leur côté, vont en un sens contraire à la thèse d'Irarrázabal et ils mettent en relief qu'au Chili les signaux du marché ne paraissent pas congruents avec les signaux de l'intégration sociale ou avec l'adhésion au code de la décence (de l'intégration).³⁵ Au contraire, ceux qui apprennent à *ruser* avec les commandements fondamentaux de la culture de l'intégration et à les transgresser, pourraient arriver à obtenir de meilleurs résultats en termes de succès quant au dépassement de la pauvreté.

Notre étude reprend cette évidence empirique et va dans le sens d'une hypothèse alternative. L'importance ou le poids de la culture dans les probabilités de dépassement de la pauvreté se joue aujourd'hui au Chili dans le *contrôle culturel* que les *pobladores* possèdent sur un stock varié de capital culturel, y compris le dominant. Au Chili, le contrôle de ce stock de codes culturels est devenu déterminant dans l'accès à de nouvelles opportunités et par là à de meilleures probabilités d'obtenir des améliorations dans leur propre qualité de vie. Autrement dit, il n'y a pas de possibilité d'entamer un itinéraire de mobilité si les *pobladores* ne possèdent pas de *contrôle* simultané sur les principes culturels dominants, mais aussi sur les leurs propres. En ce sens, nous coïncidons avec Dubet (1994) quand il signale l'importance de rompre avec une vision homogénéisatrice et déterministe de la culture et d'ouvrir un espace à la marge de manœuvre, au sujet et à la possibilité de faire valoir des logiques qui ne sont pas toujours celles de l'intégration.

Dans des sociétés modernes et de différenciation croissante, de segmentation et d'inégalité comme la chilienne, les succès en termes de mobilité et de dépassement de la pauvreté sont associés au contrôle de la diversité culturelle. Pour autant, la capacité des *pobladores* pour dialoguer avec cette variété de codes et, en conséquence, celle de prendre leur distance et de se différencier peuvent être plus importantes et meilleures annonciatrices de succès que la simple adhésion à un seul code d'intégration, que ce soit le dominant ou celui des exclus. Cette capacité de contrôle est ce que le pouvoir de négocier ou de discuter leurs propres intérêts et leurs droits face au marché, à l'État et à la société *plus grande* leur octroiera.

³⁵ Idem, 1995.

3.3. Vers une définition de la pauvreté

Ce que nous avons voulu montrer dans ce bref parcours à travers les discussions autour du concept de pauvreté est que dans les sociétés modernes la pauvreté ne correspond pas seulement à l'état d'une personne qui manque de biens matériels, elle correspond aussi à un statut spécifique, inférieur et dévalorisé qui marque profondément l'identité de ceux qui la vivent. Cet élément n'est pas du tout nouveau au sein du débat sur la pauvreté. Aussi bien le programme philanthropique du XIX^e siècle que la doctrine sociale du christianisme situaient au premier plan l'aspect de dégradation morale que la misère déterminait dans l'existence humaine. Historiquement, le dénominateur commun des éléments qui font de la misère un phénomène social constitua la fonction dégradante de tel statut.³⁶

George Simmel, dans un bref article intitulé *Der Arme* écrit en 1908, pose le problème de l'ambiguïté de la notion de pauvreté en tant que catégorie sociologique. Pour lui, la pauvreté n'est pas seulement relative, mais elle est aussi construite socialement. Le signifié de la pauvreté est ce que la société lui octroie. L'optique théorique simmélienne contribue ainsi à éviter une définition substantialiste du pauvre, remettant à sa place le regard sur la relation d'interdépendance avec la société et spécialement avec l'État.³⁷

Chez Simmel, c'est la relation simultanée d'assisté et de craint qui donne forme à la figure du pauvre dans notre société, ainsi qu'à celle de pitié et de châtement, dirait Geremek. Sans méconnaître son caractère d'« indésirable », d'inutile, de misérable, Simmel reconnaît que dans la relation d'*assistance* aussi bien le pauvre que le donateur se retrouvent au sein d'une relation sociale. D'où l'invitation à comprendre les formes sociohistoriques de cette interdépendance qui s'établit entre les pauvres et le reste de la société. Ce qui est sociologiquement pertinent n'est pas la pauvreté en tant que telle, mais ce sont plutôt les formes sociales qu'elle revêt dans la société à un moment spécifique de son histoire.³⁸ Cette sociologie de la pauvreté devient en réalité une sociologie du lien social.

Simmel précisa une définition : « Les pauvres, en tant que catégorie sociale, ne sont pas ceux que souffrent de manques et de privations spécifiques, mais ceux qui reçoivent assistance ou devraient la recevoir selon les normes sociales. Par conséquent, la pauvreté ne peut, dans ce sens, être définie comme un état quantitatif en elle-même, mais seulement par rapport à la réaction sociale qui résulte d'une situation spécifique ».

³⁶ Geremek, 1989, Paugam, 2002.

³⁷ Castel (1995) récupère cette notion à travers son concept de « désaffiliés », c'est-à-dire que le « désaffilié » serait celui qui a rompu tous les liens de protection sociale, y compris avec les plus proches.

³⁸ Paugam et Schultheis, 2002.

Les pauvres, ainsi définis, ne sont pas en dehors de la société, mais en elle. Ils occupent, certes, une position particulière par le fait de se trouver dans une situation de dépendance vis-à-vis de la collectivité qui les reconnaît et les traite comme tels. Manquant d'autonomie matérielle (intégration fonctionnelle) ainsi que de liens sociaux (intégration sociale), le pauvre partage avec l'étranger l'attribut de distance et de proximité au tout social, position ambiguë et jamais résolue.

La distinction entre intégration fonctionnelle et intégration sociale a été souvent oubliée dans les discussions sur les politiques sociales. L'intégration fonctionnelle suppose l'interdépendance avec le tout social et l'autonomie pour assurer la propre subsistance ; l'intégration sociale, au contraire, suppose l'implication des sujets en tant que citoyens dans un système de droits, de normes et de valeurs.

Aujourd'hui, ces deux processus tendent à être dissociés.³⁹ L'intégration fonctionnelle peut, certes, être garantie par une multiplicité de mesures et de processus qui assurent l'intégration économique des individus. L'intégration en ces termes n'exige pas pour son succès l'ensemble de normes, de valeurs et de sens en vigueur. Notre politique du logement en est un exemple clair : des décennies durant, les logements ont été construits et remis sans se préoccuper des aspirations, des coutumes, des patrons culturels et esthétiques les plus fondamentaux de leurs habitants. Dans ces circonstances, quand des mondes et des référents sociaux divers se rencontrent dans ces espaces homogènes et excluants que sont les ensembles de logements sociaux, la perception d'intégration et de cohésion s'affaiblit inévitablement. La sensation de ne pas exister, de rêves inaccomplis, de duperie et même de honte finit par affecter la construction d'une communauté de sens ainsi que la capacité des individus pour envisager le futur comme citoyens.

C'est une exigence que celle de rassembler ces deux dimensions, intégration fonctionnelle et sociale, dans la conceptualisation de la pauvreté. Ce qui est sociologiquement pertinent n'est pas la pauvreté en tant que prénotion, mais plutôt les formes sociales que cette condition acquiert. Si on pense la pauvreté seulement en termes de ressources, on laisse de côté une nécessité primordiale, à savoir celle d'être considéré comme responsable de ce que l'on est en tant que sujet.⁴⁰ En ces termes, l'analyse de la condition de pauvre est inséparable de celle du processus que celui-ci suit en termes d'échange et de construction de réponses à sa condition d'assisté. C'est ce qu'affirme Gaulejac : « Il s'agissait de mieux comprendre l'articulation entre les conditions objectives et les conditions subjectives dans les processus d'exclusion. Quelle est la part respective des déterminations sociales et des réactions des sujets concernés dans les dynamiques d'insertions. »⁴¹

³⁹ Voir l'analyse chez Remy (1996) et Güell (2002).

⁴⁰ De Gaulejac, 2002.

⁴¹ De Gaulejac et Taboada Leonetti, 1994.

3.4. Le contrat dans la pauvreté.

Cette définition de la dimension matérielle et sociale de la pauvreté nous conduit aussi à la question sur les aspirations et les capacités de chaque individu, riche ou pauvre, pour définir et manier des systèmes d'intégration différents et pas toujours cohérents entre eux, et pour décider entre eux. La question concernant le mode d'intégration désirée est à la base de l'expérience sociale de ces individus qui vivent dans des conditions de pauvreté. Dans un contexte de précarité et de vulnérabilité sociales d'importance comme l'est celui du Chili, la question sur les principes sous-jacents à la définition d'un contrat social est inéluctable. La demande de redéfinition d'un nouveau contrat ou pacte social se laisse voir en chacun des récits de ces *pobladores*. Un contrat ou un pacte social, en respect de ce droit à l'intégration et à une société fondée sur le principe de l'égalité.

Les trois ethnographies (chapitre 1) sont claires sous cet aspect ; tous les *pobladores* partagent l'aspiration d'une société plus égalitaire, d'une meilleure qualité de vie et de la reconnaissance de leurs droits. Tous, les uns à partir de leur revendication à être traités en considération de leur individualité et d'autres à partir de leur recherche communautaire, coïncident quant à leur aspiration à une vie *plus décente*, selon leurs propres termes, dans laquelle la reconnaissance du bon renom de la famille, la valeur du travail, de l'éducation, de la propreté ainsi que l'ordre dans la vie de chacun et de celle *de la convivialité* sont aussi, avec plus ou moins de force, des principes qui orientent le répertoire des principales idées de ces *pobladores*. La culture de l'intégration sociale, comme aspiration, est présente chez eux tous.

Cependant, il est important de signaler que les *pobladores*, tout en se reconnaissant dans leur aspiration à une culture de l'intégration, se différencient bien sûr dans la définition des termes en lesquels ils aspirent à construire ce principe d'égalité du contrat. C'est une dispute qui, comme nous l'avons vu dans les récits ethnographiques, tend à s'exacerber avec le transfert de ces *pobladores* de leur campement à la villa, d'un espace homogène, communautaire et pauvre à un autre fait de frontières, de segmentation et de vulnérabilité sociales. Ces différences entre *pobladores* font allusion à deux interrogations centrales dans la définition du contrat social : Pourquoi en arrive-t-on à être pauvre dans cette société ? Que doit faire l'État pour contribuer à améliorer la situation des plus pauvres ?

Par rapport à la définition de la pauvreté, nous trouvons deux réponses types qui ordonnent le discours des *pobladores* :

Individu : la pauvreté s'explique par des caractéristiques psychologiques et culturelles de dysfonction par rapport à l'intégration sociale.

Société : la pauvreté s'explique par des conditions structurelles, sociales et économiques en vigueur à un moment historique des sociétés.

Par rapport aux principes qui devraient orienter l'action de l'État envers la pauvreté :

Solidarité : comme principe fondamental de l'État à l'égard des pauvres, de ceux qui n'ont rien, de ceux qui ont besoin de tout. Qui mérite d'être aidé par l'État est celui que l'on définit par sa condition de carence.

Équité : comme principe d'égalité d'opportunités pour celui qui aspire à sortir de sa condition de pauvreté. L'État doit venir en aide en vertu de la reconnaissance envers la conduite et l'effort de ceux qui veulent en sortir.

De ces tensions sous-jacentes à l'expérience sociale de ces *pobladores*, nous pouvons distinguer au moins quatre grands modèles du contrat social qui orientent l'action et les pratiques de ceux qui y adhèrent. Ces modèles correspondent certainement à des *types idéaux* dans le sens webérien du terme, et partant « l'action réelle, seulement en certains cas rares et de manière approximative, se passe telle qu'elle a été décrite dans le type idéal ». ⁴² Effectivement, aussi bien l'État que les *pobladores* eux-mêmes transitent d'un type idéal à un autre ; toutefois, en accord avec les époques, les régimes politiques et les cultures ces modèles de l'action sociale tendent à apparaître avec plus ou moins de force dans le discours et dans la pratique des uns et des autres.

⁴² Weber [1922], 1992.

		Les notions de la pauvreté Pourquoi être pauvre ?	
		La pauvreté est l'affaire de chacun (individu)	La pauvreté est une affaire structurelle (société)
Principes de l'action de l'État Que doit faire l'État pour aider ?	Principe de solidarité L'État doit aider ceux qui en ont le plus besoin (condition du pauvre)	Modèle de bienfaisance	Modèle de participation assistée
	Principe d'équité. L'État doit aider ceux qui font des efforts et qui aspirent à sortir de la pauvreté. (conduite du pauvre)	Modèle de subsidiarité	Modèle de résistance communautaire

Modèle de la bienfaisance ou de la charité

Conception de la pauvreté comme carence individuelle. Dans ce modèle, le sens d'une action collective n'est pas présent, mais bien celui de la reproduction et de la survivance individuelles. C'est à l'État qu'incombent la charité et l'aide d'une assistance au bénéfice de celui qui en a besoin. Ce modèle correspond aux programmes des subsides individuels (subside pour l'eau potable, subside unique familial) des années quatre-vingt.

L'appel à un contrat social de la bienfaisance et de la charité, c'est-à-dire de la bonté solidaire et faite de compassion, nous renvoie à une image prémoderne et précapitaliste d'un État qui protégeait les plus faibles et ceux-ci, dans un geste de réciprocité, lui octroyaient leur vote, leurs applaudissements, leur affection et leur inconditionnalité. Nous trouvons ce modèle des droits et des devoirs chez ces

pauvres qui se perçoivent comme les marginaux de toujours. Modèle de citoyenneté qui est incubée en histoires de reproduction de la pauvreté. La notion de contrat social, si elle existe, s'appuie sur ce que l'anthropologie a appelé *le désespoir appris*, c'est-à-dire la certitude que rien ne changera dans leurs vies quoi qu'ils fassent, *parce que ça a toujours été comme ça*. Ce que l'on essaie alors c'est de survivre, si possible, avec l'aide caritative de l'État et de la société. Sans réseaux d'aide, pas même entre égaux, sans éducation, sans métier, sans travail stable, on réclame de l'aide, non en termes de droits et de devoirs, mais simplement dans un geste de compassion à l'égard de leur misère. Ils sauront remercier et exprimer leur bonne volonté envers ceux qui ont eu de la compassion à leur égard. Bien que se sachant marginaux et marginés, ils ont appris à désirer vivre comme tout le monde, avoir une maison, un travail, etc. et être quelqu'un dans la vie. Aspirations qui rendent compte des profondes tensions identitaires qui les accompagnent. Travailler le stigma, la discrimination, le regard invalidant, réveiller la compassion sont des efforts permanents. L'attente patiente et silencieuse dans les couloirs des dispensaires, dans les salles de la municipalité, à la porte de la paroisse occupe leurs journées, car c'est ainsi qu'on a appris que ça devait être. C'est certainement le modèle qui s'éloigne le plus de la notion rousseauiste du contrat social, car plus que l'égalité des droits et des opportunités, plus que l'autonomie et le contrôle culturel sur ce qui est propre et sur ce qui est à autrui, ce que l'on réclame est simplement l'attention d'un père tout-puissant, bienveillant et caritatif.

Dans une version distincte, ce modèle de contrat correspond aussi au modèle d'aide de l' *Hogar de Cristo* à travers la figure du Père Hurtado et de sa devise : *Donner jusqu'à ce que ça fasse mal*. Au cours de la décennie des années quarante, Alberto Hurtado organisa l'Action catholique des jeunes pour mettre les étudiants universitaires en face du monde de la pauvreté. En 1944, il créa l' *Hogar de Cristo* dont l'objectif sera jusqu'à aujourd'hui d' « offrir l'hospitalité au mendiant, de lui donner de l'éducation, si cela était possible d'initier quelques-uns à un travail qui les fasse sortir de leur horrible misère. » Actuellement, il existe des programmes comme celui d' « *un toit pour le Chili* », à travers un réseau permanent de jeunes volontaires, qui se charge de la construction de logements rudimentaires en bois pour les pauvres sans logis, bien que sans cette dénonciation sociale qui accompagna l'action du Père Hurtado pour qui *la charité commence là où finit la justice*.

Modèle de la participation assistée.

Conception de la pauvreté comme carence collective, se référant par ailleurs à un *nous* (les pauvres) et exigeant un État protecteur, solidaire et caritatif qui aide les pauvres à soulager leur condition de carence. Ce modèle correspond aux programmes sociaux des années soixante, quatre-vingt et nonante, comme ont pu l'être les campagnes d'hiver ou des activités opérationnelles de santé, dans lesquelles les biens (toits, aliments, remèdes, attention médicale, etc.) étaient remis ou offerts à la communauté auparavant organisée. Dans ce modèle, l'organisation est mise en valeur comme un moyen soit d'optimisation de la remise

des bénéfices soit de renforcement des capacités de gestion et d'autonomisation des *pobladores* en tant que sujets de droits. Cependant, comme nous le verrons plus loin, la remise de biens ou la prestation de services orientées à « soulager » la pauvreté plus qu'à introduire des changements radicaux dans ces territoires tend à rompre la confiance interne envers les organisations et à favoriser les relations de clientélisme vis-à-vis de l'État.

Cette notion du contrat social est présente chez les pauvres qui dans leur condition de catégorie sociale défavorisée estiment avoir le droit à l'aide de l'État en tant que tels (*poblador*, chômeur, vieux...). C'est une alliance entre *nous les pauvres* et un État qui *récompense* l'effort collectif à travers des biens et des services. Bien que dans leur for interne ils voudraient se distinguer et sortir du monde de la pauvreté, ces *pobladores* apprendront que c'est cette même appartenance et cette inscription identitaire qui paradoxalement leur ouvrent les portes aux ressources de l'État et leur garantissent leurs droits de citoyenneté.

Si le modèle antérieur est seulement une communauté de résistance, dans celui-ci la participation dans les programmes de l'État les transforme en clientèles avec un certain degré d'autonomie. La participation comme alliance entre les *pobladores* et l'État fixe la ligne de démarcation avec le modèle communautaire. Quelques-unes des politiques actuelles de l'État moderne au Chili sont centrées sur ce type de contrat social.

Modèle de subsidiarité ou de citoyenneté moderne.

Conception individuelle de l'action, mais soutenue par un principe d'équité ou d'égalité d'opportunités. Dans ce modèle du contrat social, on espère que l'État récompense ou renforce la conduite du pauvre et non sa condition, c'est-à-dire qu'il aide celui qui aspire à sortir de la pauvreté et fait les efforts pour cela. Les programmes de formation professionnelle ou de nivellement des études des années nonante en sont un exemple prototype. Le programme *Chile Joven* de formation professionnelle ouvert aux jeunes du monde populaire correspond à cette conception du contrat social. Des jeunes sans formation technique ou professionnelle s'inscrivent dans des cours subsidiés, étudient, obtiennent un titre et l'État, finalement, les appuie en vue de leur insertion au monde du travail.

C'est le modèle de citoyenneté moderne, avec devoirs et droits, obligations de l'État et des individus. Il correspond à la citoyenneté proprement rousseauiste dans laquelle les individus en abandonnant une partie de leur souveraineté à l'État récupèrent la liberté dans le marché. La notion du contrat social se construit à partir d'une conception du pauvre en tant qu'individu autonome mais vulnérable dans son aspiration d'autonomie et de mobilité. Le contrat de la subsidiarité est présent chez ceux des *pobladores* qui gardent présents dans leur mémoire des moments de prospérité et de bien-être familiaux mais qui perçoivent en même temps que dans la société il existe des opportunités et que finalement cela dépend de chacun d'en profiter.

Ce sont des *pobladores* avec de l'éducation, un métier, une identité solide du travail et l'aspiration d'atteindre une mobilité sociale à partir du propre travail. Ces *pobladores* connaissent le marché et c'est là qu'ils espèrent pouvoir entrer en concurrence et se tailler une place dans la société. Cette notion d'un État subsidiaire fait partie de ceux qui aspirent à participer aux promesses du modèle de marché. Conscients des limitations et des difficultés de la structure sociale chilienne, - tout comme la majorité des *pobladores*, sauf les marginaux -, ils se distinguent par la confiance en eux-mêmes et en leurs propres connaissances. L'expérience leur montre cependant que les chutes existent et que leurs itinéraires sont vulnérables, raison pour laquelle l'État leur demande présence et efficacité dans les moments où on les leur sollicite. Face à la vulnérabilité de leurs vies, l'espoir finit par être déposé dans un État qui les aide à accéder à une opportunité à travers des ressources et des capitaux (économiques, sociaux, culturels...). En contrepartie, ils répondront avec leur capacité d'initiative pour profiter des opportunités offertes par l'État, par la société et par le marché.

Modèle de résistance communautaire.

Conception collective et participative de l'action orientée vers le dépassement de la pauvreté, la participation y étant comprise comme l'exercice collectif des droits. Il revient à l'État d'assurer le respect du principe d'équité et d'égalité d'opportunités, ainsi que d'aider ceux qui font collectivement des efforts et aspirent à sortir ensemble de leur condition à travers la reconnaissance de l'action collective des plus pauvres en tant que sujets de droits.

Cette notion du contrat social comme communauté de résistance a une longue tradition au Chili. C'est le groupe qui se constitue en demandeur de droits, par exemple celui au logement. Face à la marginalité et à l'absence de citoyenneté effective, le groupe acquiert une cohésion autour de valeurs communautaires, principalement de la solidarité mutuelle qui donne un sens à l'action et à la vie. Ils exigent des solutions et une reconnaissance de la part de l'État. Contrairement au contrat rousseauiste dans lequel les individus confluent de façon individuelle comme sujets de droit, ici c'est la communauté des déshérités qui fait appel à la citoyenneté.

Nous trouvons cette notion du contrat social chez ces pauvres qui, tout en se sachant partie d'une catégorie sociale d'exclusion, cherchent à rompre avec leur condition de désaffiliés. L'expérience de travail communautaire et/ou d'un passé rural de forte organisation et de solidarité constitue des caractéristiques biographiques de tous ceux qui insistent sur cette notion du contrat. Chez eux persiste le souvenir, souvent nostalgique, d'un passé où l'autonomie et l'exercice de droits citoyens non seulement furent possibles mais aussi portèrent leurs fruits dans la construction d'une communauté avec une histoire et une identité forte. Ce sont des *pobladores* et des dirigeants dont l'expérience parle d'une grande capacité de contrôle culturel sur leurs propres destins. Le souvenir de *batailles gagnées* avec et contre l'État est le signe de leur capacité de manœuvrer même dans des conditions et des contextes sociaux adverses. On n'invoque l'État que

dans la mesure où il contribue à une nouvelle rencontre avec la sociabilité et la communauté perdues. Dans des situations de rencontre avec un État démocratique et ouvert aux instances de dialogue, ces capacités qui semblent dormir affleurent avec toute leur force donnant vie à une notion du contrat que l'on crut souvent perdue.

La révolution dans la liberté et le programme de réforme agraire de Frei Montalva des années soixante, ainsi que le gouvernement d'Allende des années septante se situent certainement dans cette perspective. Au cours des années nonante, les programmes sociaux du fonds de Solidarité et d'investissement social, malgré leurs erreurs⁴³, recueillent, bien que de façon bien plus réduite qu'au cours des périodes de Frei Montalva et d'Allende, l'esprit de ces principes de droits et de justice collective.

3.5. Identité(s) dans la pauvreté

Dans des contextes de forte transformation de vie, tout comme les principes qui définissent le contrat social se diversifient, il en va de même pour les certitudes autour des identités et du propre projet vital. Le concept de nouvelle question sociale⁴⁴ surgit précisément pour rendre compte que nous devons faire face à une nouvelle forme de penser la relation entre individus, ses identités et le tout social.

Une façon de s'approcher du problème des transformations identitaires a été de le faire à partir des changements structurels de la société globalisée. On l'a appelée *société réseau, modernité tardive ou société du risque*⁴⁵ et l'on coïncide pour signaler la profondeur des changements qui affectent l'ordre social actuel et la déception de la collectivité comme cadre ordonnateur de la vie sociale.

Affrontés à la caducité des vieux référents normatifs et sociaux qui définissaient les actions et les dotaient de certaines certitudes, on remarque que les sujets se voient obligés aujourd'hui à agir dans un contexte où les marges d'imprévisibilité, de contingence et d'incertitude sont considérablement amplifiées. Par ailleurs, alors que certains auteurs mettent l'accent sur l'émancipation progressive du sujet, d'autres signalent les risques et le déficit de l'individualisme ainsi que la perte des référents collectifs et publics. Au-delà des différences entre auteurs, il existe une coïncidence pour signaler la tendance croissante envers l'individualisation du social et ses répercussions sur l'expérience de chacun. Effets qui non seulement font allusion aux questions d'ordre économique, technologique ou industriel, mais qui désignent aussi les effets d'un processus de désinstitutionnalisation des cadres collectifs, qui structuraient l'identité sociale et individuelle (famille, école, traditions, religion), et qui obligent à repenser les nouvelles dimensions des identités dans les sociétés contemporaines.

⁴³ Clientélisme et inefficience fondamentalement.

⁴⁴ Rosanvallon, 1998.

⁴⁵ Castells, 1998; Giddens, 1998; Beck, 1997.

Se référant à l'époque actuelle Bajoit (2002) signale ceci : « Ce n'est pas évident, en effet, de se doter d'un projet identitaire auquel jeunes, *pobladores*, ouvriers puissent eux-mêmes adhérer et qui leur soit reconnu par les autres, donc, de se donner une identité dans laquelle ils se sentent bien. Cette sorte d'harmonie acceptable entre l'individuel et le social – ce sentiment de devenir soi-même en faisant ce que la société attend –, qui a pu paraître plus "naturelle", plus évidente, plus simple à d'autres générations, semble être devenue difficile aujourd'hui... De toute évidence, il y a un malaise, dans la manière dont notre société socialise ses membres. On peut donc parler d'une tension, plus ou moins forte, entre l'individu et la société: réussir socialement et réussir sa vie, ce n'est plus tout à fait la même chose. »⁴⁶

Effectivement, si autrefois le fils de mineur savait que son destin était de l'être tout comme son père, aujourd'hui ce même fils sait que la réponse concernant son avenir reste pendante et que sa recherche est un itinéraire fondamentalement solitaire. Les modèles d'intégration ne paraîtraient déjà plus assurés. Raccourcir la brèche entre le désirable et le possible est étroitement associé à la capacité du sujet à construire une expérience sociale qui arrive à combiner de façon adéquate les constructions sur lui-même et celles qui opèrent autour de lui ainsi qu'à transiter au milieu d'elles ; l'importance des tensions structurelles et des supports fondamentaux pour la réalisation identitaires n'est pas moindre.

Les histoires de reproduction de la pauvreté renvoient nécessairement à la question de savoir si par hasard ces positions dans le marché et dans la structure sociale représentent une condamnation ou bien si les personnes qui sont dans l'une ou l'autre peuvent changer de scénario. Effectivement, dans des conditions d'extrême pauvreté et de forte inégalité sociale la marge de manœuvre semble mince, mais les biographes montrent que la propre position n'indique pas toujours une condamnation.

3.6. Réflexion et travail de l'identité

L'assisté est par définition celui qui mérite d'être aidé par l'État ; c'est l'exclu, le désaffilié de Castel, celui qui manque de liens fondamentaux pour se faire les ressources lui permettant de résoudre sa survie et d'initier un itinéraire d'intégration sociale. Le dépassement de la pauvreté, en ces termes, serait aussi la transformation de sa condition de dépendance de l'État, de l'assistance. C'est le défi auquel se trouve confronté le pauvre dans sa relation quotidienne avec la société.

L'effort de dépassement de la double condition de pauvre et d'assisté suppose aussi de réduire la distance *entre le souhaité et le possible*. L'expression *travail de l'identité* a son sens, à savoir le travail permanent des individus pour concilier et

⁴⁶ Bajoit, 2002.

rapprocher ce sentiment de réalisation de soi et la reconnaissance des autres.⁴⁷ La capacité de se faire une identité⁴⁸ surgit de ce travail que chacun réalise pour diminuer la distance entre le souhaité et l'assigné.⁴⁹ Effort permanent qui, dans le cas de ceux qui se trouvent dans une situation de dépendance et de pauvreté, est particulièrement difficile à maintenir. Les supports pour la réalisation d'un projet identitaire sont bien sûr fragiles pour qui vit dans cette situation de pauvreté et d'inégalité d'opportunités.

Nous savons que derrière tout assisté, pour très dépendant qu'il soit de l'État, il y a une histoire individuelle qui renvoie à un temps et à un espace spécifique et qui s'y inscrit. Et c'est justement cette inscription sociale, culturelle et historique qui octroie un lieu, une identité, une possibilité et une empreinte à la biographie de chaque sujet pour très pauvre qu'il soit. Et s'il est vrai que l'histoire et la propre position sociale marquent des tendances dans la réalisation et la construction du sujet, elles ne le décident pas. Les itinéraires biographiques sont par définition l'identité mise en action; et bien qu'ils ne pourront jamais échapper aux dynamiques de ce qui a été hérité, ils ne pourront pas non plus le faire par rapport au désir permanent de réalisation de soi.⁵⁰

Spécifier en quoi l'identité est déterminée par la position de l'individu dans la structure sociale ne nie cependant pas sa singularité. Dans des sociétés inégales et qui sont en processus de transformation, l'expérience sociale et individuelle n'est pas assurée parce qu'elle n'est pas une seule ; ce sont les individus qui devraient s'efforcer pour donner un sens à leurs pratiques. Cette diversification de l'expérience, en même temps que les exigences de l'individualisation, surgit aujourd'hui comme la forme de l'expérience moderne. Il ne faut pas s'étonner de la multiplicité des références identitaires, peu consistantes et souvent débilés au niveau collectif. Les individus doivent réaliser des ajustements permanents pour tenter de maintenir une certaine cohérence dans un milieu qui exige des réponses rapides et opportunes.

L'analyse des récits des plus pauvres nous permettra de nous rendre compte de ces processus et de montrer les accords que les sujets, en situation d'*assistés*, établissent avec leur entourage social pour dépasser leur situation de carence et pour faire l'expérience d'*être quelqu'un dans la vie*.

⁴⁷ On reconnaît ces dimensions dans la plus grande partie de la littérature sur l'identité ; l'identité est par définition la construction et la tension permanente entre l'identité pour soi/l'identité pour l'autre, dont on peut concrétiser l'expression en termes d'une réalisation identitaire ou la garder comme projet futur, repoussé ou de difficile atteinte. Les analyses sur l'identité mettent toujours à l'épreuve cette matrice de tensions dans les processus de construction identitaire. Bajoit, 2002, Belin, 1995; Larraín, 2000.

⁴⁸ Bajoit (2002) utilisera le concept de « gestion des tensions existentielles » , j'ai toutefois préféré parler de « processus de construction identitaire » et éviter ainsi le terme de « gestion » en raison de son association qu'il tend à avoir avec l'administration rationnelle de ressources.

⁴⁹ Bajoit utilisera le terme de consonance existentielle pour se référer à ce travail de résolution des tensions qui se génèrent entre l'identité désirée et celle assignée.

⁵⁰ De Gaulejac, 1999.

Les itinéraires de vie sont toujours un acte constitutif qui fait appel à la mémoire, à l'imagination et à la capacité réflexive. L'identité est justement cette tentative de construction et de projection de soi-même par rapport aux autres. On ne peut comprendre ni accomplir sa réalisation personnelle sans la reconnaissance sociale, sans le regard aimable et respectueux d'un entourage à partir duquel pouvoir établir des complicités pour *réaliser* et concrétiser un projet de vie simultanément social.⁵¹

Comme nous l'avons signalé en d'autres textes⁵², les histoires des plus pauvres, des assistés sont souvent des histoires d'ajournement de leurs projets de vie; chez les plus pauvres, la vie se passe souvent dans la survie, à savoir dans le désir véhément et partant dans l'absence de projets quels qu'ils soient.

En termes simples, l'histoire et les itinéraires des plus pauvres parlent souvent d'ajournement et de résignation, c'est-à-dire de la difficulté pour concrétiser ou mettre en œuvre le propre projet de vie, projet qui, comme nous le savons, ne répond pas toujours à ce que l'on rêve pour soi-même, mais projet de toute façon. Dans les vies ajournées, leurs protagonistes perçoivent qu'entre le souhaité et l'obtenu il existe un abîme infranchissable et dans le meilleur des cas difficile à esquiver.

L'histoire des pauvres est un bon exemple de comment la réalisation de la propre vie se construit en une complexe transaction entre les opportunités que la position de chacun et les circonstances octroient et la capacité du sujet de se faire valoir et de mettre au service de lui-même les ressources que cette structure d'opportunités lui offre.

Dans cette recherche permanente, le poids de l'histoire et de la culture sur chaque sujet peut être plus ou moins importante, mais l'individu ne se réduit jamais totalement à ces conditions, il lui revient plutôt de répondre, de construire et de créer des réponses à sa situation.

La réalisation de la propre vie semblerait être étroitement liée à la résolution de cette tension entre les constructions qu'un individu possède à propos de lui-même et celles qui opèrent dans son entourage. Même si la relation entre ces deux dimensions est étroite (l'image de soi est dépendante de la reconnaissance de l'autre et vice versa), toutes les deux n'ont pas la même signification. L'analyse des itinéraires individuels illustre amplement la pertinence de cette distinction. Dans les récits de vie, on découvre souvent des efforts désespérés des sujets pour rompre cette distance entre l'image de soi et la reconnaissance que les autres font d'elle.

De façon synthétique, la réalisation du propre projet de vie et de l'identité semble étroitement liée à la capacité des sujets de construire une expérience sociale qui arrive de façon adéquate à combiner l'hérité et le souhaité et à transiter parmi eux. La manière de chacun pour résoudre cette tension ne sera pas identique, les

⁵¹ Bajoit, 2002; Sennet, 2003.

⁵² Márquez, 2002; Bengoa, Márquez et Aravena, 2000.

logiques du sujet variant toujours entre conformisme ou rébellion pour en finir avec la distance entre le souhaité et le possible : *«Chacun se débrouille comme il peut, entre ce qu'il veut et ce qu'il doit, avec son mélange de vérité et de mensonge, de lucidité et de ruse, de droiture et de compromission. Pour rester sujet, il faut savoir tantôt fermer les yeux sur soi-même, tantôt les ouvrir.»*⁵³

C'est au moyen de ce processus que les individus construisent leur identité, identité que chacun cherchera soit dans sa famille, soit dans son travail, soit dans sa communauté, dans l'État, dans le quartier. Le travail sur soi-même, l'identité, suppose toujours un *travail avec d'autres*, en relation avec les autres; c'est un travail de liens et d'engagement, toujours. C'est là, dans la pratique quotidienne, individuelle et collective, que la capacité de ces *pobladores* de construire le projet identitaire souhaité est finalement mise à l'épreuve.

3.7. Le pauvre par rapport à l'État

Par l'intermédiaire de quelles actions les pauvres de la ville arrivent-ils à dépasser leur condition de carence et de dépendance par rapport à l'aide de l'État ? Quelles conditions l'État doit-il remplir pour pouvoir avoir une incidence sur ces itinéraires de mobilité et d'autonomie ?

On ne peut comprendre le dépassement de la condition de pauvreté et le début d'itinéraires d'intégration sociale si on ne fait pas l'analyse du sujet et de ses pratiques sociales, à savoir des actions orientées socialement avec d'autres. L'étude du jeu complexe de négociations et d'interactions entre l'État et les sujets est centrale pour comprendre comment à travers lui s'accordent des engagements et des actions en vue de constituer de façon conjuguée l'ordre social. Le poids structurant des dimensions externes a besoin d'être complété par une analyse de la pratique, c'est-à-dire de l'interaction et des sens mis en jeu par les assistés et les agents de politique.⁵⁴

La relation entre des agents et des assistés est une relation qui se constitue des deux côtés. Admettre l'existence de cette diversité de pratiques oblige donc d'envisager le problème à partir d'une perspective de champ de relations⁵⁵ où les uns et les autres mettent en œuvre des stratégies différentes. Les agents publics ont certainement leur propre façon de se représenter et d'interpréter les problèmes qui affectent les plus pauvres et ce sont eux aussi qui définissent les critères et les actions qui, à leur jugement et dans le cadre de leur position au sein de la structure de l'État, semblent les plus adéquats.

⁵³ Bajoit, 2002.

⁵⁴ Remy et al, 1991

⁵⁵ Bajoit, 2002.

Le concept de *champ de relations*⁵⁶ nous permet de relever deux aspects centraux pour notre propos : la notion de champ⁵⁷ qui fait allusion aux forces structurantes de la société et de ses agents, et la notion de relations qui fait allusion à l'interaction des acteurs et à leur relative autonomie par rapport à des structures. La notion de *champ* rend possible l'incorporation de l'analyse des différences entre les agents ainsi que la complémentarité et la rivalité qui se construit entre eux. Pour autant, elle nous rapproche de la compréhension des rapports de force entre les exécutants des programmes et des politiques et leurs logiques de concurrence. Plus importants sont les ressources, les programmes et les subsides dont dispose l'État, plus grand sera le contrôle du champ.

Le concept de champ, par opposition à la l'optique interactionniste, nous offre une vision structurelle qui prend en considération les effets qui se produisent en marge de toute interaction. La distribution inégale pèse aussi sur tous les agents. Pire soit leur situation, plus restreintes seront leurs possibilités d'agir et de s'imposer. Le champ propose un futur prévisible et calculable et les agents acquièrent en lui des connaissances pratiques et des dispositions transmissibles (des routines) qui sont les fondements de leurs pratiques.

La notion de champ marque la rupture avec la logique abstraite de la détermination automatique. C'est la structure du champ, c'est-à-dire la structure de rapport de force ou de pouvoir entre les agents qui détermine les conditions dans lesquelles ceux-ci décident, ou négocient, le transfert de l'aide de l'État. Cette vision de l'action restitue aux agents une certaine liberté et une marge de manœuvre, sans oublier complètement cependant que les décisions ne sont pas autre chose que des options entre des possibilités définies et que les actions doivent aussi leur orientation et leur efficacité non seulement à la relation intersubjective mais aussi à la structure des relations données, objectives.

Cependant, la notion de relation et d'interaction introduit la possibilité que les assistés interviennent et entrent dans la controverse sur les termes de la relation à l'intérieur de ce champ. Le poids ou la force dont cet acteur dispose, acteur qui souffre du champ en même temps qu'il le structure, dépend finalement de l'ensemble de l'espace social.⁵⁸ Ce que nous voulons dire est que le transfert, à savoir celui de ressources déterminées, de capacités ou de valeurs aux *pobladores* de la part de l'État n'opère pas de façon linéaire ni directe. Au contraire, il existe une série de médiations sociales qui ouvrent des possibilités distinctes d'appropriation ou d'utilisation de l'offre de l'État de la part des sujets.

Les *pobladores*, sujets de politique, ne sont pas non plus un groupe uniforme et homogène. Déterminer cette diversité exige une analyse de la représentation de cette relation et des ressources que l'on arrive à mobiliser dans cet échange. Le

⁵⁶ Hirschman (1970) parlera de « système de relations » ; Villasante (1994) d' « ensemble d'actions » dans une perspective semblable à la nôtre.

⁵⁷ Bourdieu, 1987.

⁵⁸ Bourdieu, 2000.

degré de dépendance par rapport aux services offerts est lui aussi essentiel pour comprendre leurs stratégies et leurs orientations vers la mobilité sociale. Les *pobladores* ont leurs représentations, ils discutent, négocient ou acceptent les critères qu'on leur impose, mais toujours dans la perspective d'adapter ces services et ces ressources à leurs stratégies particulières, à leurs identités et à leurs projets de vie.⁵⁹

Les *pobladores* ne sont jamais des sujets passifs dans leur relation avec les agents de l'État. Ils interprètent les perspectives et les processus identitaires que leur fournit leur horizon social et culturel et ils agissent en conséquence. Dans leur quotidienneté et avec un degré distinct de contrôle et de pouvoir, ils négocient et réinterprètent toujours les propositions de l'État. La réalité sociale n'est pas seulement une condition qui rend plus difficiles les stratégies d'action et les empêche, elle définit aussi, utilisant la célèbre formule sartrienne, *un champ du possible*.

Il est bien connu de la part des fonctionnaires municipaux comment les gens *cachent leurs choses*, quand on les soumet à l'enquête pour la fiche CAS, dans le but de paraître plus pauvres qu'ils ne sont et d'avoir ainsi accès à la possibilité de subsides, ou encore, ce qui est plus surprenant, ils *cachent leur pauvreté* pour éviter le stigma du subside.⁶⁰

Au cours de l'interaction, il y a des conséquences non intentionnelles, qui résultent posséder une position clé pour comprendre l'importance symbolique ou matérielle qu'un subside ou un programme social assume pour un groupe ou un sujet déterminé. Autrement dit, les stratégies d'intervention sociale mises en pratique par les agents de l'État ont des effets différents dans l'agir des sujets et de leurs familles, ainsi que dans la construction du champ de relations entre eux et le réseau de l'État. Toute offre de l'État, toute politique sociale constitue, du point de vue de son contenu et de l'offre elle-même, une stratégie d'intervention qui d'un côté propose une réponse technique et qui de l'autre organise un espace social dans lequel les relations sociales entre les acteurs qui interviennent dans l'expérience se structurent.

Dit de façon synthétique, étudier la relation entre *pobladores* et les politiques publiques n'est pas le faire au sujet de la relation face à face entre un individu et un agent public, mais un *champ de relations complexes* entre *pobladores* et fonctionnaires qui n'ont pas les mêmes préoccupations, ni les mêmes ressources,

⁵⁹ Martinic, 1995.

⁶⁰ D'accord avec les assistantes sociales de la commune de Pudahuel, ce phénomène est plus récent et on l'observe dans des familles qui, au milieu des années quatre-vingt-dix, c'est-à-dire en pleine croissance de l'économie chilienne, arrivèrent à dépasser la « ligne de pauvreté », mais qui virent tomber à nouveau leurs ressources à la fin de la décennie. Ces familles se refusent à redevenir « quadrillées » ou « classifiées » comme pauvres/assistés en raison du fait qu'ils cachent non pas leurs biens mais bien leur chômage ou leur diminution de ressources ; même quand cela leur signifie par exemple que leurs enfants ne reçoivent pas de bourse d'alimentation (notes de terrain août 2002).

ni la même conception quant au comment concrétiser des notions du contrat social, parfois radicalement différentes.

Le thème du comment cette expérience se construit et quelles sont les logiques qui orientent l'accès à ces opportunités théoriquement ouvertes à tout le monde constitue précisément le sujet de l'analyse.

Dans la troisième et dernière partie de ce document, nous présenterons brièvement, à partir de l'analyse des récits de quarante-huit *pobladores*, les aspects suivants : i) les conceptions du contrat social, - à savoir des droits et des devoirs entre ces habitants de la lisière de la ville et de leur capacité d'échanger, de négocier et d'imposer leurs points de vue face à l'État et à ses agents publics - ; ii) les tensions identitaires de ces *pobladores* par rapport à la réalisation ou la non réalisation de leur projet identitaire, ainsi que les contradictions entre l'idée et l'aspiration qu'ils se font d'eux-mêmes et la réalisation effective de leur projet identitaire ; iii) le travail identitaire de ces sujets vis-à-vis d'eux-mêmes et de leurs relations d'altérité, qui est ce qu'ils disent d'eux-mêmes pour justifier, résoudre et réaliser leur projet identitaire et satisfaire leurs aspirations; et finalement, iv) les principes qui orientent l'action de chaque *poblador* par rapport à l'État, au marché et à ses égaux pour réaliser son projet et ses conceptions du contrat social.

En suivant cette matrice d'analyse nous proposons de comprendre les processus à travers lesquels les politiques sociales ont une incidence – ou non – sur la mobilité et sur l'intégration sociale des plus pauvres de la ville.

4. Conclusions : Du contrat social

4.1. De l'égalité et du contrat social

L'égalité, la distance entre groupes sociaux vis-à-vis du pouvoir et de la richesse constituent la grande préoccupation qui accompagne nos sociétés modernes. La société naît de la recherche de l'intégration et la pensée du social se fait l'écho de cette crainte à l'égard de la rupture et de la désagrégation. C'est ainsi que nous en avertissent les analyses qui rendent compte du passage de la communauté à la société, ou du comment le capitalisme et l'individualisme attentent contre la société. C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre que malgré les inégalités et les asymétries sociales, la majorité des sociétés actuelles affirment le principe de l'égalité, celle des droits, des libertés et même celle des opportunités et des capacités...⁶¹

Depuis l'illuminisme, toutes les philosophies politiques et sociales, y compris les plus libérales, même si elles justifient certaines libertés réelles, postulent l'égalité entre les hommes dans certains domaines. Tocqueville identifiait déjà la modernité et le propre sens de l'histoire comme le triomphe obstiné de l'égalité. Égalité qui ne

⁶¹ Dubet, 2000, 2003.

sera pas seulement l'égalité réelle des conditions de vie mais aussi l'extension d'un principe d'égalité des individus malgré les inégalités sociales réelles.

Pour Rousseau, l'égalité sera le centre de la justification d'un ordre civil pervers. L'État, né du pacte initial entre les hommes, a l'obligation de garantir la liberté à travers les lois, de promouvoir l'équité distributive de la richesse et d'encourager un système éducatif fondé sur le sentiment de l'amour pour la collectivité. Ce sont sur ces piliers que se fonde l'équilibre d'une société qui enchaîne ceux qui l'intègrent, mais il est néanmoins bénéfique de lui appartenir. Dans cet accord généralisé, chaque homme se livre à la communauté et tous y gagnent vu que ce que l'on perd individuellement est compensé par ce que l'on reçoit des autres. Dans la célèbre formule de « Du Contrat Social », ce dont il s'agit est de trouver alors « une forme d'association qui défende et protège avec la force commune la personne et les biens de chaque associé et en raison de laquelle chacun s'unissant à tous n'obéisse qu'à lui-même et reste aussi libre qu'avant ; tel est le problème fondamental auquel le contrat social apporte une réponse. »⁶²

Ainsi conçu, le contrat social génère une nouvelle entité morale collective à laquelle tous ceux dès lors « citoyens » appartiennent, obtenant des droits tels que ceux de liberté, d'égalité et de propriété. Dans la modernité, les individus seraient considérés comme égaux et leurs inégalités empiriques ne pourraient pas se fonder sur la naissance, ni sur la race ni sur la tradition.

Toutes les théories du contrat social placent comme principe une égalité initiale à partir de laquelle il serait possible de discriminer entre les inégalités justes et injustes. Effectivement, les sociétés modernes sont égalitaires dans la mesure où elles étendent le droit à l'égalité, spécialement à celle des opportunités, ainsi que dans la mesure où en termes normatifs, juridiques et politiques elles acceptent les inégalités mais empêchent que les individus entrent en concurrence pour les opportunités économiques, politiques, juridiques et éducationnelles.

L'égalité finalement est à l'origine de la dynamique sociale de la modernité, des utopies des mouvements sociaux et de l'imaginaire de bon nombre d'individus.

Des notions du contrat

Dans la théorie de Rousseau, le contrat social est à la base de la constitution de l'État ; en vue de notre analyse des récits et des perceptions des *pobladores*, nous entendrons par contrat social la relation entre les pauvres et l'État, leurs droits et leurs obligations ; à la base de cette conceptualisation appliquée du contrat social il y a la citoyenneté.

Dans la conception moderne de citoyen confluent le principe de l'égalité de base des personnes et la considération de l'individu comme membre d'une collectivité, exprimée par l'intermédiaire de la reconnaissance d'une série de droits fondamentaux. De cette façon, la citoyenneté renvoie toujours à l'idée d'une

⁶² Rousseau, (1762), 1999, Libro Primero, VI.

structure de droits et de responsabilités des personnes dans leurs relations avec l'État et la communauté politique. Le contrat social de Rousseau conçoit que tous ceux qui participent à ce contrat ont une condition de citoyenneté égale, mais dans les sociétés à haut degré de pauvreté et d'inégalités, les plus pauvres savent que cela n'est pas respecté. Le contrat social est donc un concept adéquat pour comprendre le type de société imaginée à partir de ces histoires de pauvreté.

Une première évidence qui parcourt notre étude se trouve dans les multiples visages que la notion de contrat social acquiert aujourd'hui chez les plus pauvres. Notions diverses qui se superposent et parfois s'opposent entre elles. Nous avons pu établir quatre types idéaux, c'est-à-dire quatre formes d'imaginer et de représenter l'accord (implicite ou explicite) entre divers acteurs, qui n'exprime pas seulement les aspirations de la collectivité, mais aussi la légitimité des intérêts collectifs en raison desquels chacun est disposé à remettre à plus tard où à renoncer à une partie de ses propres intérêts.

Dans ces nos sociétés modernes, la pauvreté en tant que « question sociale » est un sujet de préoccupation publique ; c'est l'État qui est appelé à s'en charger. Dans des sociétés aux niveaux de pauvreté tels que ceux des sociétés latino-américaines, la notion d'un contrat social contient toujours une réponse à la question sur la responsabilité de l'État à l'égard de ceux qui sont en situation de carences et d'exclusion de la société. Que doit faire l'État pour aider les plus pauvres à sortir de leur condition ? Les réponses à cette question sociale, nous le savons, dépendent en même temps de la manière dont la pauvreté au cours de l'histoire et des sociétés a été représentée et conçue. Une question inéluctable pour la définition de la question sociale est celle-ci : Comment ou pourquoi on arrive à être pauvre ?

Si la pauvreté est conçue comme une question structurelle, ce sera un devoir pour l'État d'aider les plus pauvres en tant que catégorie sociale et que victimes du fonctionnement du système social, qu'il s'agisse de les protéger et de les assister en leur condition de *pobladores organisés*, de *collectif de travailleurs*, de *femmes*, ou de les aider à s'unir, à solidariser et à se mobiliser autour de projets collectifs pour tirer avantage de leur rapport de force. Sortir de la pauvreté exige donc des acteurs dominés de dénoncer et d'agir sur la production structurelle de la pauvreté et de l'exclusion.

Si les origines de la pauvreté se situent chez l'individu, il reviendra à l'État d'aider les pauvres à sortir de la pauvreté grâce à la mise à leur disposition des moyens adéquats. En tant que marginaux, ils pourront être resocialisés, disciplinés, *habilités* et acculturés selon les normes dominantes ; en tant que dépendants ou désaffiliés, il faudrait les aider à obtenir les ressources, les qualifications et les capitaux leur permettant de devenir autonomes et responsables de leurs destinées personnelles. Sortir de la pauvreté est alors une affaire de capacités et d'effort de chacun.

La responsabilité dernière de l'État et la définition des principes de l'aide de la part de l'État se débattent entre deux versants de l'idée classique de justice sociale, à savoir l'équité et l'égalité. L'égalité vise la plus petite distance acceptable entre

catégories sociales vis-à-vis du pouvoir et de la richesse, elle suppose un plancher et un plafond et partant exige une action redistributive et non corrective du marché de la part de l'État.⁶³ La considération du contrat social comme affaire de solidarités instituées envers les pauvres requiert alors l'instauration de mécanismes de redistribution de la richesse. L'égalité fondamentale proclamée par la Déclaration universelle des droits de l'homme constitue la base minima d'une égalité appelée à devenir réelle dans la mesure où la redistribution des richesses se concrétise. La légitimité du contrat s'appuie sur les nécessités matérielles des gens dans des conditions de pauvreté ; prouver telle condition de carence est pour autant une condition de l'individu et/ou de sa communauté pour pouvoir bénéficier légitimement de l'aide instituée socialement et que l'État se charge d'administrer.⁶⁴

L'équité, de son côté, vise l'égalité d'opportunités pour la satisfaction de nécessités de base ou d'aspirations définies socialement. Cela exige de l'État un éventail de politiques générales permettant d'assurer un plancher à tous ainsi que de politiques correctives du marché. Le pauvre doit prouver, pour avoir un accès légitime à l'aide instituée, non seulement sa nécessité matérielle, sa condition de pauvre, mais aussi son engagement et son intérêt pour sortir de la pauvreté et atteindre son autonomie individuelle ou collective. L'État, de son côté, devra lui assurer l'égalité d'opportunités et un accès aux moyens pour obtenir cette autonomie.

Dans le principe de l'égalité, on reconnaît l'idée du contrat social qui prévalut durant toute la première phase de la modernité, celle de la société industrielle, tandis que les principes de l'équité font leur apparition en même temps que l'instauration du modèle néolibéral et des rapides transformations de notre société.

Notre étude montre l'existence de ces deux dimensions dans les perceptions des *pobladores*, le principe de l'équité compris comme le droit de tout Chilien à avoir accès à un minimum de subsistance digne et le principe de l'égalité entendu comme l'affirmation du caractère solidaire et anticlassiste de la société. L'absence du premier affecte et provoque l'érosion de l'identité des individus ; l'absence du second au contraire affecte et provoque l'érosion de la société en tant que communauté.

Nous avons vu que dans la construction et dans la genèse de ces types idéaux du Contrat social se conjugue une certaine idée non seulement de ce qu'est la pauvreté, la vie du pauvre, mais aussi de ce que l'on attend de l'État et de soi-même. Les notions du contrat social naissent d'un contexte social historique, d'une expérience, d'une identité et de la définition d'un accord social et historique.

C'est à partir de cette diversité de notions du contrat social que les *pobladores* et les agents de l'État entrent en relation et construisent leur champ d'action. Dans le contexte de cette pratique, des conditions matérielles et sociales, des sens culturels et idéologiques on construit les relations de confiance ou de méfiance, de

⁶³ Carretón et Cumsille, 2002.

⁶⁴ Bajoit, 2005.

suspicion ou de soumission, de domination ou d'autonomisation, de stratégie pragmatique ou de nostalgie silencieuse. C'est dans le cadre de ces interactions que chacun intériorisera les finalités légitimes, acquerra les compétences, se servira des ressources, prendra sa part d'opportunités et fera l'expérience des formes de domination ou en souffrira.

C'est justement pour cela que l'imposition ou la traduction du contrat social est mesurée par la propre expérience, des relectures et des interprétations multiples existeront toujours. Dans la pratique, les pauvres perçoivent de diverses façons leur citoyenneté ; il y en a qui tout au long de leur vie de misère n'ont accumulé aucune notion de leurs droits et ne font qu'implorer de la part de l'État l'aide et la charité (modèle de la bienfaisance) ; il y en a d'autres, de forte tradition communautaire et paysanne pour qui les droits citoyens se constituent collectivement et on n'exige de l'État que la reconnaissance de sa condition de tel (modèle de communautarisme de résistance) ; il y en a d'autres au contraire qui apprennent que les droits de citoyenneté se construisent collectivement et habilement sous la protection de l'État et de ses politiques sociales (modèle de participation assistée) ; enfin, il y a ces *pobladores* qui, étant pauvres, apprennent au long de leur itinéraire que s'il y a des droits il y a aussi des obligations et on demande simplement à l'État qu'il s'ouvre et qu'il facilite les opportunités (modèle de citoyenneté moderne).

La relation d'aide et d'assistance au plus pauvre se construit à partir de cette diversité de regards et de points de vue, comme dira Bourdieu. Elle est toujours une relation problématique qui transite de façon ambiguë entre le discours pour les droits des pauvres, les évidences de la domination et la rareté d'opportunités.

Des pauvres

Le désir d'une vie meilleure, d'une *place* dans la société et dans la ville est et a été historiquement une revendication à la base du mouvement de *pobladores* au Chili. Dans ce désir, les *pobladores* des années quatre-vingt-dix ne semblent pas se différencier de ceux qui les ont précédés. Néanmoins, leurs récits laissent entrevoir trois éléments distincts de ce que furent les acteurs populaires du milieu du XX^e siècle. Un, la débilite de leur appartenance de classe (ouvrière, populaire) ; deux, l'aspiration croissante, bien que non exclusive, à l'intégration et à la mobilité individuelle ; et trois, étroitement liée aux deux précédentes, la force que, dans la relation avec l'État et ses politiques sociales, le silence, le pragmatisme, le désespoir et une action fragmentée et d'évidente réclamation clientéliste acquièrent.

C'est peut-être dans ces traits que réside l'un des changements les plus importants, en considérant la tradition communautaire et de lutte sociale, du monde des *pobladores* au Chili. La croissante *individualisation et le détachement des liens et des habitus qui les contenaient* et à la fois les protégeaient sont une évidence confirmée par notre étude.

La participation du monde des *pobladores*, comprise comme une expression de citoyenneté, pendant des décennies contribua à contrôler et à limiter le pouvoir de

l'État. Mais surtout, la participation du mouvement des *pobladores* stimula le développement d'une culture de plus grande agitation et de justice sociale supérieure. Aujourd'hui, la constitution d'acteurs sociaux est affrontée non seulement à la diversification de leurs principes d'action et à la carence de thèmes unificateurs mais aussi à l'exclusion et à la vulnérabilité sociales. Dans des situations d'intégration sociale fragile vis-à-vis des modèles de modernité, les acteurs *pobladores* sont absents du scénario et du débat public. Non seulement le contrôle culturel s'est érodé, mais de plus la notion du contrat social s'est fragmentée.

À partir de la précarité des référents collectifs et des obstacles du marché, la construction de « soi-même » devient en sa plus grande partie un travail harassant. Les difficultés pour l'autodétermination des individus dans ces univers de pauvreté et de démobilitation sont évidentes. Les processus d'individualisation surgissent alors comme une tension qui se débat entre la terreur de la perte de la communauté et le désir compulsif de la rupture avec ces liens ataviques du monde solidaire et à la fois encadrant de la pauvreté. Pour les uns, la perte de ces liens ne peut pas autre chose que signifier l'enfouissement dans la pauvreté et l'incertitude face à un contexte de forte vulnérabilité et d'exclusion ; pour d'autres, c'est la possibilité d'une émancipation et finalement d'une intégration aux promesses de la modernité, du marché et de la mobilité sociale si attendue, que tous les *pobladores* cherchent d'une façon ou d'une autre. Dans les récits des *pobladores*, la pauvreté et l'inégalité apparaissent d'un côté comme un impératif inéluctable parce que la pauvreté et l'inégalité détruisent la solidarité de la société et de ses communautés, mais d'un autre côté il existe un grand scepticisme quant à la capacité de l'État, de la société et de chacun pour en sortir.

La méfiance à l'égard des capacités de l'État n'arrive cependant pas à se transformer en une confiance envers les mécanismes du marché-enfouissement ou de la société civile. Au contraire, l'État est encore perçu comme le principal, et parfois l'unique, responsable du développement et de l'égalité. La *réclamation* cependant vient de la perception que l'État n'a pas la capacité ou la volonté de résoudre les problèmes qui les affectent. La *réclamation* n'est pas une négation de l'État ni un cri de soulèvement, elle n'est qu'une plainte de qui se sent oublié par le père protecteur. L'expérience leur a enseigné que sans État, il n'y aura pas de redistribution ni de survie possible. Malgré les évidences de la bureaucratie, du pouvoir, des influences, des intérêts privés, etc. face aux évidences de la propre pauvreté, l'invocation dirigée à l'État persiste.

Le scepticisme à l'égard du dépassement de leurs conditions naît aussi de la perception que les acteurs collectifs, les organisations et les liens communautaires se sont affaiblis. La *nostalgie* cependant envers un passé de solidarités laisse entrevoir que l'action collective est encore valorisée. Néanmoins, personne ne pense qu'en réactivant ces vieilles solidarités on pourra dépasser les conditions de pauvreté et d'inégalités. La méfiance, le stigma, la violence et la discrimination sont là pour faire avorter toute tentative de réactivation de ces collectivités.

C'est précisément cette tension entre l'impératif éthique de l'égalité et le scepticisme envers l'État et les acteurs sociaux comme instruments pour y arriver

qui explique une bonne partie du pragmatisme ambigu qui persiste chez les *pobladores*. *Se gratter de ses propres ongles*, se suffire à soi-même, surgissent comme des réponses plus que comme une valorisation des mécanismes du marché, comme des mécanismes défensifs d'un désespoir appris. Plus qu'un projet individuel, ce que l'on observe est une forte nostalgie pour la communauté perdue et une réclamation persistante envers un État débile. Chez ces *pobladores*, la valorisation d'un contrat social qui mise sur l'égalité et la méfiance vis-à-vis de sa concrétisation se côtoient.

Historiquement, au Chili les quatre niveaux de citoyenneté et de modèles du contrat social ont vécu ensemble. Le plus traditionnel a été celui de la bienfaisance. Les pauvres voient dans l'État la possibilité de protection que dans les systèmes des haciendas et semi féodaux le patron leur octroyait. Ce fut aussi la base du populisme des gauches latino américaines.

Face à l'absence de citoyenneté, les communautés s'organisèrent en sociétés de résistance. Au Chili, il existe une longue tradition qui va du début du vingtième siècle jusqu'à aujourd'hui, où la solidarité est la valeur centrale qui organise la communauté. On exerce des pressions sur l'État pour qu'il reconnaisse les droits des pauvres, par exemple celui au logement gagné d'un commun accord. La participation des *pobladores* dans la solution de leurs problèmes a été présente dans de nombreuses politiques les plus récentes de l'État. C'est ainsi qu'il se produit une sorte d'alliance entre *pobladores* et État en fonction d'objectifs concrets, logement, eau potable, égouts, électricité, pavement, etc.

Finalement, la notion de droits proprement dite, qui reconnaît les pauvres comme des citoyens de plein droit, des sujets de droit, est encore une notion de citoyenneté sûrement pendante. C'est cet imaginaire qui est présent chez de nombreux pauvres mais qu'il est difficile d'atteindre soit en raison de la précarité dans l'emploi, de l'accès fragmentaire au marché, de l'absence ou de la réalisation partielle de leurs droits économiques, sociaux et culturels, et par là même de leurs droits civils et politiques.

L'analyse de ces quatre modèles nous montre que dans la mesure où les systèmes traditionnellement d'assistance ou de bienfaisance (État absent), ou que les mécanismes de caractère communautaire (communauté perdue) s'affaiblissent et s'érodent, il ne reste que les modèles de participation assistée (cooptée) et de citoyenneté incomplète. Dépourvus du père bienfaiteur et des liens solidaires de la communauté, un ensemble de relations, que l'on pourrait dénommer comme anomiques et qui parlent de l'absence de mécanismes d'intégration, et l'apparition de hauts niveaux d'absence de contrôle social, avec les conséquences de violence, de délinquance et de formes détériorées de vie en commun, sont générés.

4.2. De l'efficacité des politiques sociales

La pauvreté est une construction de la politique sociale actuelle, mais elle l'est aussi de la part des pauvres qui dans cette relation d' « assistés » se construisent eux-mêmes.

Les pauvres de l'actualité ne le sont pas seulement pour manquer de biens, pour ne pas avoir la capacité ni le droit à l'opportunité, pour dépendre de l'assistance de l'État, pour manquer de contrôle et de pouvoir dans notre société. Ils le sont aussi pour leur capacité d'accommodation, pragmatique et silencieuse, vis-à-vis d'un État qui les a appauvris et les a fragmentés dans leur condition de citoyen, de *poblador* ou simplement d'assisté.

Le problème de la pauvreté pour autant ne se situe pas dans la seule carence ou dans les nécessités de base, mais dans le domaine du pouvoir sur les autres et du pouvoir sur soi-même. L'incidence des politiques sociales se juge justement à partir de leur capacité de modeler et de construire les conditions pour faciliter ou simplement annuler la capacité de décider de façon autonome de son propre destin.

L'analyse des récits de vie indique que l'État et ses politiques provoquent rarement des processus significatifs d'autonomisation et de citoyenneté. Au contraire, la dépendance, le clientélisme, le désespoir et même l'anomie sont des traits qui caractérisent la pauvreté de ces temps-ci.

Le bon travail

Quelles que soient les transformations du monde du travail au Chili, il est certain que celui-ci continue d'être non seulement le principal facteur en jeu dans le dépassement de la pauvreté en termes de ressources, mais il est aussi un référent identitaire pour l'intégration sociale.

Notre recherche permet de conclure que l'articulation vertueuse des *pobladores* avec le marché du travail se fait rare ; les travaux sont d'une précarité telle que l'on y dure difficilement pour beaucoup de temps. Cependant, toutes les familles de notre univers qui obtinrent que l'un ou l'autre de ses membres trouve du travail, avec ou sans l'aide de l'État, montrent des évidences significatives d'améliorations dans leurs ressources, leur qualité de vie et leur perception d'une meilleure dignité en tant que citoyen. Avec l'intégration au marché, non seulement les ressources augmentent, mais aussi le sens de droits et de respect envers soi-même. Le résultat que l'insertion dans le travail peut avoir dans l'obtention d'une pleine intégration chez ces *pobladores* incite à remarquer l'importance du rôle de l'État dans le fait de faciliter cette insertion au travail et d'y intervenir, mais aussi celle de la centralité qui est la sienne pour une intégration durable, pour le droit à un bon travail, c'est-à-dire à une rémunération et une journée dignes. Nos récits rendent compte du coût que les longues journées et la surcharge de travail d'un bon nombre de ces *pobladores* et *pobladoras* ont sur l'éducation des enfants. La mère qui vit d'un petit commerce d'alimentation installé dans la cour de sa maison et qui doit réaliser des tours avec ses enfants pour recevoir les clients, sans aucune possibilité de partager un déjeuner ou un dîner avec eux, est le plus clair exemple

des tensions que le maintien d'un travail exige au sein de leurs vies. Nous voyons aussi comment l'incorporation de ces femmes au monde du travail les met souvent en conflit avec leur conjoint ainsi qu'avec l'éducation des enfants, créant des situations de stress et aussi de violence familiale. Le résultat peut aller depuis l'abandon du travail jusqu'à devoir assumer des charges de travail et de responsabilités qui peuvent l'amener à tripler leurs journées de travail.

Le rôle que l'État peut jouer dans l'intermédiation avec le noyau familial ainsi que sur le marché du travail est central pour le début de processus d'autonomisation chez les *pobladores*. En ce sens, dépasse la pauvreté non seulement qui obtient des ressources monétaires lui permettant de payer deux canastas de base mensuelles d'aliments, mais aussi par-dessus tout qui arrive à se redresser et à maintenir sa condition de travailleur dans le temps. Nous savons néanmoins que les politiques de l'emploi et de la formation professionnelle constituent une partie fort mineure de l'offre qu'ils reçoivent et souvent d'une telle qualité que des processus significatifs d'insertion au travail sont rarement résolus.

Le logement digne

L'une des ressources les plus importantes de ces familles est le logement. Sa valeur est relative à son usage et elle est aussi symbolique ; on y réalise les tâches de reproduction de la famille, on y travaille, on y investit, les rêves et les aspirations d'intégration et de mobilité sociale y surgissent.

Notre recherche, tout comme d'autres études, montre cependant qu'au Chili les *pobladores* qui résident dans ces ensembles de logements – presque un million de personnes – sont insatisfaits : les deux tiers veulent s'en aller mais n'ont pas d'autre option que celle de rester.⁶⁵ Les logements sociaux construits au cours des dernières décennies sont déficients en termes de qualité de construction, ils ne s'adaptent pas non plus aux besoins et aux aspirations de ces familles. La perception de ne pas avoir droit à un logement digne, c'est-à-dire à un qui s'ajusterait à leurs modes et à leurs styles de vie, est présente chez un bon nombre d'entre eux.

L'architecture et l'urbanisme des logements et des ensembles sociaux privilégient la quantité par-dessus le dessin, ce qui pourrait y rendre la vie plus aimable. Les *pobladores* se voient obligés de les modifier et de les agrandir en dehors de toute norme légale ou de sécurité. Cependant, en plus des déficiences structurelles ou matérielles, les logements sociaux apportent avec eux des problèmes qui exacerbent la méfiance, le stigma et l'opacité des relations dans le nouvel entourage. Comme une prophétie accomplie de par elle-même, en peu de temps ces espaces sont abandonnés à eux-mêmes et maltraités, se transformant en endroits de haute insécurité et de peur pour ses habitants. Le repli à l'intérieur du logement (l'« engrillagement »), l'abandon des endroits qui étaient destinés à des

⁶⁵ Rodríguez, 2005.

espaces verts et à être utilisées pour la récréation, la honte et la dissimulation font aussi partie des résultats imprévus de ces politiques sociales de logement.

La réciprocité érodée

Dans des contextes de pauvreté, la survie quotidienne constitue la préoccupation centrale de chacune des familles. Mais si dans le campement ou sur les bords de la rivière, la réciprocité amplifiée soulageait en partie ces urgences, dans les ensembles de logements sociaux ces logiques de réciprocité tendent à se rompre. Opprimés par les dettes, les travaux précaires, le manque de temps libre et l'insécurité croissante, etc. les *pobladores* ont des difficultés pour maintenir les relations sociales et leur capacité de réciprocité devient fort limitée. La partie de football, les après-midi sur le banc improvisé, les conversations à la chaleur d'une flambée, les réunions de l'organisation, etc. sont des pratiques peu fréquentes dans ces *villas*. Chez ces *pobladores* de ces ensembles de logements sociaux des années quatre-vingt-dix, les pratiques de sociabilité et de réciprocité souffrent certainement d'une grande détérioration malgré la mémoire nostalgique de certains vieux *pobladores*.

Même si l'intention de ces interventions publiques est de renforcer les capacités solidaires et associatives des plus pauvres, les résultats parlent de leur érosion et de leur détérioration significatives. L'arrivée des programmes d'investissement social requiert de la part des *pobladores* un gros effort pour comprendre la logique publique et ses exigences, mais aussi un travail d'adaptation aux termes de la relation. La focalisation de ces programmes, qui séparent la population entre bénéficiaires et non bénéficiaires, leur logique de « formulation de projets » obligent les *pobladores* à être en concurrence pour les « opportunités » et pour l'« investissement social » que l'État leur offre. Si dans le campement l'aide et la solidarité étaient organisées autour de liens de consanguinité réelle ou fictive (le voisinage dans ces espaces était aussi une sorte de parenté), après l'arrivée des politiques et des programmes sociaux le travail collectif sera orienté à des fins plus abstraites, comme l'est le « projet », principe unificateur et de futur proche dans lequel tous et chacun devront investir. Comme nous l'avons vu, dans ces processus les structures solidaires, les adhésions communautaires et les formes traditionnelles de réciprocité tendent à se transformer et à s'éroder.

Futur et incertitude

Si dans les *sociétés de campement* le jour le jour organisait la vie des *pobladores*, dans les *villas* la crainte de ne pas pouvoir couvrir les dettes et les engagements contractés obligera à avoir une attitude certainement plus prévoyante et plus stratégique. Dans le campement le futur était incertain et il était déterminé par une quotidienneté du présent et par l'urgence ; imaginer quelque chose de distinct du connu devenait impensable, inimaginable, etc. le champ du possible était démarqué. Les ressources, les vêtements, les aliments, les médicaments, de la même façon dont ils arrivaient venaient à manquer. Dans le campement, il n'y avait pas d'excédent possible, et s'il y en avait, aux moments de Noël, de tempêtes et de charité, ceux-ci étaient consommés. Le travail dans les *sociétés de campement* prenait tout son sens dans le fait d'assurer la survie, les nécessités de

base, c'est-à-dire la simple reproduction. Plus qu'arranger le monde à sa guise, les *sociétés de campement* étaient habiles pour s'accommoder au monde, le conservant pour se conserver. Les rythmes de la reproduction quotidienne, marqués par les saisons et les événements de l'année, étaient une garantie contre les imprévus et les impondérables d'une société changeante.

Au contraire, l'arrivée pour vivre dans ces sociétés de villa élargit toujours l'horizon ; le futur pourra être aussi incertain, mais l'obtention d'un logement propre annonce qu'un futur distinct est possible. Si avant on consommait l'excédent, on destina désormais tout excédent à l'épargne disciplinée pour payer les dividendes, pour agrandir le logement, pour faire un petit investissement, pour l'éducation, pour se séparer, enfin pour changer le cours de la propre vie.

Si dans les *sociétés de campement* la garantie de la sociabilité et de la reproduction constituait un impératif collectif, dans les *sociétés de villa* l'ordre se transformera en un seul : payer le logement, et pourvu qu'on parte loin ! La planification, les buts, l'ordre du budget familial, les horaires, l'organisation domestique deviennent centraux dans la poursuite d'un projet familial.

La sociabilité et la réciprocité, que l'on vivait dans ces *sociétés de campement* à la fois comme présent et futur, dans la villa se transforment en un coût au détriment du temps et de l'énergie qui devraient être investis dans le travail et l'épargne pour pouvoir atteindre la si nostalgique mobilité sociale.

Si dans les *sociétés de campement* le troc, la faveur, le don et la charité organisaient l'échange de biens et de services vers le dedans, dans les sociétés de villa l'échange monétaire sera ce qui prévaudra. Le passage de l'échange s'appuyant sur la valeur d'usage potentiel (dans le campement on gardait tout, tout pouvait servir) à la monnaie est un passage difficile, en raison non du travail d'abstraction que cela suppose, mais des difficultés des *pobladores* pour se faire de l'argent. Si dans les *sociétés de campement* c'était l'échange qui prévalait (Mauss), dans les *sociétés de villa* ce sera le crédit et le prêt informel.

Le passage à la villa rompt avec ces petites *sociétés de campement* les mettant dans une situation de vulnérabilité telle que les nouvelles obligations approfondissent la perception d'incertitude. L'absence de supports économiques, sociaux et culturels qui accompagnent ces processus de transformation rendent encore plus aiguë la perception d'indéfinition et d'isolement ; le sens d'autonomie se perdra et la réclamation pour un État davantage présent et la nostalgie d'une communauté perdue s'exacerberont. Tel que l'ont montré des études sur réseaux sociaux et pauvreté, les cercles sociaux restreints dans lesquels les plus pauvres se déploient offrent une rare variété de ressources. Si quelque chose caractérise fortement la pauvreté, c'est son invisibilité sociale, ainsi que la rare diversité de ses liens de référence et d'appartenance d'où l'imaginer, la construire et soutenir des projets d'intégration sociale.

Le contrôle social

Nos ethnographies et nos récits de vie nous montrent que le contrôle culturel n'est pas nécessairement renforcé avec l'arrivée de l'État dans la vie de ces *pobladores*, pas non plus avec le passage du campement aux villas. Deux phénomènes

parallèles tendent à affaiblir la capacité des *pobladores* pour prendre des décisions sur leurs vies et sur leurs formes de convivialité, c'est-à-dire sur le contrôle culturel.

Un, la perte des liens traditionnels fondés sur le prestige et la solidarité ; deux, le surgissement de dirigeants habiles dans l'intermédiation et la gestion des ressources publiques s'appuyant sur des mécanismes clientélistes, mais pas toujours en fonction des logiques et des intérêts des *pobladores*. Les relations de clientélisme que l'on construit à partir de cette relation avec l'État sont souvent une source de concentration de pouvoir à l'intérieur de ces territoires, lesquelles plus qu'unir tendent à diviser les *pobladores*.

La ligne de division entre *sociétés de campements* et *sociétés de villas* passe peut-être moins par l'obtention d'un logement solide et légal que par la transformation profonde dont souffrent les leaderships à l'intérieur de ces territoires de *pobladores*.

La présence de leaders porteurs d'un savoir ancré dans une tradition – le pouvoir de guérir, la culture des jardins, la culture mapuche, la culture paysanne, etc. – à l'intérieur de ces campements étaient une expression d'une culture et d'une identité propres qui se transformait souvent en un mécanisme socialement valide pour les décisions communautaires. Vieux leaders dont le pouvoir s'appuyait sur le prestige et le respect de leur agir communautaire plus que sur le pouvoir que le contrôle sur les ressources étrangères à la communauté.

Avec l'arrivée de l'État et de ses programmes sociaux, au contraire, la capacité de décision semblerait se concentrer en certains *pobladores* qui, bien que ne jouissant pas du prestige, du leadership et du savoir des vieux dirigeants, sont plus habiles et plus rapides pour déchiffrer et comprendre les codes et les normatives de l'appareil public pour la distribution des subsides et des aides. Cependant, plus qu'à défendre les codes et les intérêts de leurs communautés, ces dirigeants apprendront à dialoguer et à agir en fonction des intérêts de l'État et sûrement aussi des leurs propres. Médiation qui, partant, contribue à consolider les distances et les frontières de distinction avec la communauté d'égaux, mais surtout à affirmer des mécanismes de cooptation et de clientélisme et à affaiblir le contrôle des *pobladores* sur leurs propres intérêts.

Tandis que dans ces scénarios que sont les villas les vieux leaders et les vieux dirigeants luttent pour maintenir la cohésion et l'autonomie de la communauté en faisant même appel aux invocations surnaturelles chargées de symbolisme, les nouveaux dirigeants - nés en général à l'ombre de l'État et de ses ressources – luttent pour l'intégration aux codes de la mobilité individuelle. Moins solidaires et avec davantage d'aspirations, ces dirigeants sont un champ fertile pour l'installation du clientélisme à l'intérieur de ces territoires.

La logique du clientélisme ne naît pas seulement de l'intérêt de certains *pobladores*, mais aussi de celui de l'État pour maintenir et reproduire sa propre ingénierie sociale et le contrôle culturel sur ces *pobladores*. Affrontés à ces petites *sociétés de campements*, *villages sans lois* ou petites sociétés sans État (forçant la figure présentée par Pierre Clastres), ce dernier mettra en jeu toutes ses forces

centripètes pour rompre n'importe quelle possibilité de force en sens inverse. La volonté de la différence, de l'altérité et de l'autonomie semblerait ne pas pouvoir se rendre présente dans ces rencontres effectives ou ratées État-pobladores. Si dans certaines sociétés on peut vérifier la thèse du « sens et du goût de l'identique et de l'unique », c'est sans aucun doute dans la chilienne. « *Si vous ne sortez pas de la rivière vous n'existez pas* », dit le gouverneur de la province de Curicó aux habitants du río Rauco.

Le transfert à des villas fait disparaître les schémas d'interprétation et de signification qui faisaient de la propre réalité sociale un ordre intelligible et prévisible. Les difficultés pour reconstruire un « sentir commun » capable d'intégrer la diversité sociale et culturelle finissent par débiliter toute expérience de citoyenneté et toute possibilité d'exercer un « contrôle culturel ». Les éradications de campement contribuent à la dissolution du multiple et du divers dans l'unique. État unificateur et homogénéisateur où les *sociétés de campements*, sociétés sans État, représentent un danger. C'est pourquoi, comme nous en avertit Clastres, les sociétés sans État ne peuvent pas être autre chose que des sociétés contre l'État. Les villas, construites par l'État, sur sa seule mesure et à sa seule manière, constituent un bon exemple de façon de discipliner le corps et les aspirations, d'acculturer en profondeur et de resituer ces *pobladores* sur les bords d'une cité déjà ségréguée. De ce point de vue, les politiques sociales de logement renforcent l'isolement et la ségrégation sociale des territoires de pauvreté à l'intérieur des grandes cités ⁶⁶. Les *sociétés de villa* sont d'une certaine façon une instance pour resituer l'exercice du contrôle culturel d'où il ne dut jamais sortir, à savoir de l'État, unique et central.

Reconnaissance et disqualification

Une dimension qui rend plus complexe l'incidence des politiques sociales dans les histoires de la pauvreté se réfère à la perception de disqualification et de mauvais traitement qui prédomine dans cette interaction. Quelles que soient leurs aspirations et leurs demandes, il existe chez les *pobladores* la perception que l'État ne les écoute pas et qu'il les ignore en tant que sujets de droits.

Mauvais traitement et disqualification sociale dans une relation où l'État et ses politiques sont une partie centrale du réseau d'appui sur lequel la majeure partie de ces *pobladores* compte. Relation paradoxale qui persiste dans le temps malgré la croissante valorisation que le discours du marché acquiert à l'intérieur du monde des *pobladores* comme possibilité de *liberté de choix* et d'intégration à la modernité. Nous savons cependant que chez les *pobladores* le marché ne fait pas partie de chacun des aspects de leurs vies. En termes de prévision, de santé, d'éducation, de logement, etc. leurs vies se passent étroitement liées aux couloirs de la municipalité, aux subsides et aux services publics. Ils sont, bien qu'ils ne l'admettent pas toujours, les assistés et les sujets de politique sociale des années nonante. De l'État on parle, on émet des opinions à son sujet et on se rend compte

⁶⁶ González de la Rocha, 1999; Katzman, 2000; Kessler, 2000; Svampa et al, 2001.

comment on fait avec chaque voisin ou parent à qui on demande de l'aide dans des moments difficiles.

Notre étude permet de conclure qu'il existe chez ces *pobladores* un hiatus, une cassure et une tension entre ce qu'est leur expérience en tant que sujets de politique et leurs aspirations identitaires. Pour les uns et les autres, il existe une distance subjective profonde par rapport à l'État qui, malgré l'interaction quotidienne, les fixe dans leur condition d'exclus et d'assistés. Protestation silencieuse mais de résistance culturelle face à l'État qu'ils sentent étranger en raison de son mauvais traitement. La distance et la tension que les *pobladores* expérimentent entre leurs désirs, leurs aspirations et leurs pratiques de vie concrète rendent compte d'un rejet profond de la relation stigmatisante et excluante qu'ils ont avec l'État, de la disqualification sociale qui s'y produit. Solitaires et sans liens communautaires solides, les *pobladores* transitent entre la nostalgie de la communauté, la réclamation pour un père protecteur et le désir d'intégration aux promesses émancipatoires du marché. La vie en commun dans le monde des *pobladores* se débat entre la privatisation et le communautarisme, entre le marché et l'État, entre la cooptation et l'autonomie. Dans cette perspective, les politiques sociales peuvent aussi confirmer et même renforcer l'identité négative. Être pauvre, être assisté, être malade, etc. peut en arriver à prendre la forme d'un rôle social, d'un jeu de rôles sociaux. Les mécanismes à se produire sont divers et pas toujours évidents, mais les effets pervers d'une politique sociale où on impose la logique du court terme et de l'opportunisme pragmatique sont à vue si de construction identitaire il s'agit.

Dans un univers social caractérisé par la disqualification et la vulnérabilité sociale, le champ du possible, de l'imaginable se réduit sûrement. La pensée et les possibilités de soi-même peuvent se réduire, comme nous l'avons vu chez les marginaux, à sa plus simple expression, à la banalité de la survie du jour le jour. De cette quotidienneté de la survie un projet émancipatoire et citoyen émergera difficilement. Sur ce fond de déficit identitaire, on ne peut alors sinon instaurer un projet pragmatique et défensif pour préserver et assurer ce qui résiste de soi-même. Une vie sociale et une vie subjective se réaffirment donc en leurs significations négatives, amenant à ce que l'individu *poblador* lise en lui-même et en son habitat les signes de carence. *La soumission volontaire* à cet État omniprésent dont nous parlait Étienne de la Boétie dans son « *Discours* » surgit pour quelques-uns comme l'unique issue possible.

Notre étude confirme que les politiques qui soutiennent ou créent des réseaux d'interaction sociale peuvent fournir les conditions pour le développement des individus et de leurs organisations. Ce sont les programmes qui créent les conditions pour affronter activement des situations qui attentent contre le propre dignité. Ce sont ces politiques qui s'approchent le plus de la construction des espaces sociaux dans lesquels la personne puisse établir des relations avec les autres de manière indépendante et développer le sens de l'auto-estime.⁶⁷ Ce sont les espaces qui permettent aussi de créer des mécanismes de réparation des

⁶⁷ Giddens, 1996.

identités endommagées et de développement du sens du respect, échappant ainsi à l'assistentialisme comme forme principale d'aborder la pauvreté.

Nos ethnographies montrent qu'il n'y a pas de valorisation de l'autonomie et des droits collectifs sans expériences et sans histoires d'interlocution de participation. C'est là où la notion de droits, de justice sociale et d'un traitement citoyen de la part de l'État et de la société semblerait être incubée plus facilement. La demande ou la réclamation de bienfaisance, de charité et de dépendance, de leur côté, naissent justement de l'absence ou de l'étroitesse des espaces et des ressources sociales pour ceux qui lancent un appel. L'expérience d'abandon et de marginalité, de solitude et de mauvais traitement rend difficile le fait de s'imaginer sans un père protecteur. Précarité en termes de réseaux sociaux et d'insertion dans le marché, il n'y a rien d'autre à faire qu'à jeter un regard en direction de l'État. La soumission, le silence et le pragmatisme font partie de ce travail de soi-même dans lequel la notion de contrat et de droits se construit difficilement. Quand les supports sont rares, quand les réseaux sur lesquels compter sont eux aussi rares et l'identité débile, le chemin à suivre pour la construction de relation de dépendance et de clientélisme reste ouvert.

De façon synthétique, les possibilités d'exercer un contrôle sur leurs propres vies de *pobladores* sont étroitement associées aux espaces sociaux qu'eux-mêmes occupent. Plus ces espaces sont vastes et divers, plus forte la réclamation d'autonomie et de contrôle culturel. Au contraire, plus restreints et réduits sont ces mêmes espaces, moindre la diversité de codes culturels et moindre aussi la capacité d'exercer un contrôle sur les décisions propres.

Temporalité et reproduction de la pauvreté

Tel que nous avons pu l'observer chez la plus grande partie de notre univers, les déficits identitaires s'articulent aussi autour de déficit dans l'histoire familiale. Nombre de ces récits de vie montrent l'étroite articulation entre la dévalorisation de soi-même et l'absence paternelle, ou maternelle, dans des contextes d'histoires familiales compliquées. La circularité et la reproduction des carences, des conflits et des difficultés d'identification ont leurs racines dans des histoires de pauvreté intergénérationnelle. La pauvreté, entendue comme carence soit de ressources soit de disposition culturelle, est par-dessus tout une construction sociale de longue haleine.⁶⁸ Le désespoir, les pratiques et les *habitus*, dirait Bourdieu, de la pauvreté ne se transforment pas si facilement, ni même avec la volonté, l'effort des personnes ou un bon portefeuille de subsides. Comme nous l'avons vu dans les récits de vie, les conditions structurelles peuvent peser autant ou plus que la culture et les propres convictions au moment d'agir et de construire le propre itinéraire de vie.

Notre étude indique que l'incidence des politiques sociales est pour autant jugée à partir de cette capacité d'agir dans des dimensions temporelles qui permettent des transformations de longue haleine. L'imposition d'une logique du présent et de la

⁶⁸ Lewis, [1966] 2003; Hoggart, 1957.

rentabilité sociale contribue à l'oubli des origines et à l'érosion des capacités de décision et de contrôle de ces *pobladores*.

La relation entre ces *pobladores* des années nonante et l'État est une relation marquée par le pragmatisme, le silence et le présentisme. D'où le fait qu'un des problèmes fondamentaux dans le dessin de politiques sociales a sa racine justement dans la difficulté d'amplifier le champ du possible et d'accompagner les processus de forte transformation de vie, d'autonomisation et de capacité de décision dans des contextes de vulnérabilité et de pénurie d'options.

La capacité de l'État pour comprendre que les aspirations et les exigences de ces *pobladores* vis-à-vis d'eux-mêmes et envers l'État naissent d'un passé et d'une histoire communs, qui se transforment et se diversifient, comme cela arrive dans l'ensemble de la société, semblerait être une condition centrale pour le succès de ces politiques en vue d'obtenir l'autonomie, l'intégration et l'explication d'un *sentir comun*.

4.3. De l'idéaire de l'intégration

Les principes de justice sociale et d'égalité à travers l'idéaire de l'intégration sociale furent des utopies présentes chez des penseurs et des idéologues d'une grande partie du XX^e siècle en Amérique latine. Depuis Germani à Buenos-Aires, Solari à Montevideo, Hutchinson à Río de Janeiro, Vekemans et la DESAL, avec leur préoccupation pour l'intégration et la marginalité dysfonctionnelles par rapport au développement, les explications sur les phénomènes de pauvreté soulevés à partir des paradigmes structurels-fonctionnalistes apportaient des espérances sur l'intégration sociale. Quelque chose de semblable se produisait à partir du regard cépalien et de la théorie de la dépendance de Quijano et de l'argentin Nun avec leur optique néomarxiste et leur explication de la marginalité à partir de son schéma biclassiste. Face à l'empiricisme du courant structurel fonctionnaliste qui entendait la marginalité comme « le manque d'intégration à », Quijano postulait que la marginalité était plutôt un résultat de la nature de la structure sociale. Au delà des différences sur les façons de lire la réalité latino-américaine, on partagea la confiance dans la rationalité historique, qu'il était bon de connaître, ainsi que dans des mobilisations. Transformation qui permettrait de dépasser les mauvaises habitudes traditionnelles, paysannes et arriérées de nos peuples pour les acheminer vers des valeurs plus modernes où les relations d'exploitations et de domination propres aux sociétés latino-américaines seraient démarquées.

Cependant, en peu de temps, les espérances s'évanouirent ; la réalité latino-américaine se montra beaucoup plus diverse et résistante que ce que l'on put supposer. Avec l'augmentation de l'urbanisation, les ceinturons périphériques de pauvreté urbaine, *poblaciones*, *callampas*, *favelas* ou *villas miseria* crurent et avec eux, conséquences visibles d'une intégration sociale limitée, de la dynamique insuffisante du marché pour absorber la population immigrante et de l'emploi précaire, le travail informel et le chômage. Ces études annonçaient combien rigide et stratifiée était notre société et combien la répartition du pouvoir et du prestige

dans nos sociétés latino-américaines n'avait pas lieu.⁶⁹ Avec l'effondrement du modèle développementiste des années septante, l'ouverture commerciale et la restriction fiscale firent leur entrée ; la réforme et la restructuration de l'État prirent la suite, ce qui changea le concept même du public-social, qui dès lors ne se construisit plus sur la logique du travail, de la coopération et de la sécurité sociale, mais sur celle de la réalisation individuelle et de l'action résiduelle de la politique sociale quand des failles se produisent dans le marché.⁷⁰ La crise du développement et de la croissance de nos pays prit fin avec les illusions du vieux paradigme laissant en évidence les mécanismes sociaux et politiques qui avaient une incidence sur les possibilités d'intégration sociale d'un système hautement stratifié. À partir du milieu des années septante, dans tout l'Amérique latine on constata avec clarté que croissance économique, justice distributive et démocratie n'empruntaient pas forcément le même chemin. La polarisation et l'inégalité économique augmentent et se diversifient, malgré les processus de démocratisation politique et malgré aussi les indicateurs économiques qui rendent compte d'une croissance accélérée.⁷¹ L'inégalité dominante à l'intérieur de nos sociétés se transforme ainsi en un obstacle central de possibilité de repositionner un idéal de l'égalité et de l'intégration.

Au Chili, société démocratique mais fortement inégale, la question concernant l'égalité se réinstalle avec difficulté au sein du débat public. Malgré l'évidente diminution de ses indices de pauvreté, le Chili est le septième pays du monde à montrer la pire distribution des ressources. Société de différenciation et de segmentation croissante, les modèles d'intégration y sont devenus vulnérables et la précarité de la structure sociale et occupationnelle semblerait s'installer. L'inégalité sociale se transforme ainsi en un composant structurel de notre société en un double sens : vis-à-vis du fonctionnement du marché et vis-à-vis de l'État qui se trouve loin de concrétiser sa prétention d'intégration universelle. Avec un État-providence résiduel et la protection sociale de plus en plus privatisée, il semblerait que les inégalités du marché soient difficilement réparées par la redistribution sociale.⁷² L'inégalité socio-économique prive une partie importante de la population de pouvoir accéder à l'information, à l'éducation et à la connaissance pour l'exercice citoyen et pour le contrôle culturel. On introduit ainsi de drastiques asymétries de pouvoir dans la capacité d'exercice et de revendication du droit à l'intégration.

Les discussions qui s'ouvrent aujourd'hui autour de la nécessité de repenser les politiques sociales se font en partie l'écho de cette nouvelle question sociale et de la nécessité d'explorer des voies qui visent une revendication ou une revitalisation de la notion de droit social, **du droit à l'insertion et à l'égalité**, mais surtout celle d'un État qui réduise l'incertitude et l'exclusion que la croissance économique

⁶⁹ Filgueira, 2000.

⁷⁰ Serrano, 2004.

⁷¹ Jelín, 2003; Cepal, 2003.

⁷² Esping Andersen, 1996.

génère à travers l'inégalité. La question qu'il convient de se poser dans ce nouveau contexte social est de savoir si par hasard le rôle de l'État et de ses politiques sociales consiste seulement à minimiser la vulnérabilité ou si ce ne serait plutôt celui de garantir le droit à l'insertion et à l'égalité sociale.

La politique sociale est étroitement liée au fondement de la vie démocratique ; elle est une dimension de la politique des nations modernes. La survie et l'intégration matérielle sont un droit du citoyen appauvri auquel la société doit répondre pour assurer les conditions minima pour l'exercice de droits et de valeurs qui sont le fondement de la légitimité politique et sociale de nos démocraties.

Au Chili, comme en de nombreux autres pays latino-américains, les politiques sociales sont en train de changer. De systèmes sociaux d'extension de droits et de bénéfices, on passe progressivement à des modèles d'assistance focalisée et de programmes de transfert direct de ressources.⁷³ La critique la plus fréquente à ce changement d'orientation est faite au signe d'assistanat fort marqué que ces programmes imposent et au risque de dépendance et de clientélisme vis-à-vis de l'État que cela entraîne. Même si ces nouvelles politiques sociales font allusion à l'idée de droits quant à des minimums sociaux et visent à résoudre des problèmes de conditions de vie et de risques futurs, ils ne contribuent pas à la construction de citoyenneté ni à la génération de capacités, pas non plus à la construction d'une société aux niveaux plus élevés d'équité et d'égalité sociales. Les dynamiques de protection focalisées que l'on se propose ne reconnaissent de critères d'aucune solidarité au niveau de la société ni des localités où habitent ces sujets de politiques.⁷⁴

Les effets paradoxaux des politiques sociales dans la fragmentation des conceptions de citoyenneté et du contrat social chez les plus pauvres sont visibles. C'est pour cette même raison qu'un retour à la charité ou au contrôle sanctionnateur - à la pitié ou à la pendoison selon les termes de Geremek - comme formes d'intervention des politiques sociales doit être écarté. Charité ou contrôle sanctionnateur attentent à la dignité et à l'égalité de tous les individus, principes recteurs du contrat social.

L'intégration sociale et le dépassement de la pauvreté ne peuvent s'obtenir par la coaction, mais plutôt par la participation active dans l'exercice des décisions qu'il revient à chacun de prendre. Une conception adéquate des politiques sociales semble exiger, pour autant, un équilibre de droits et de responsabilités, une reconnaissance sociale du mouvement de *pobladores* ainsi que de ses capacités

⁷³ À partir des années nonante au Chili comme dans le reste de l'Amérique latine on déploya une politique sociale à deux voies. D'un côté, des programmes de caractère microlocal centrés sur des optiques de citoyenneté et, en même temps, on installe des programmes de caractère focalisé dirigés vers les pauvres et dont le principal outil d'action est le transfert monétaire de ressources (au Chili, le programme « Chile solidario »). Tandis que le premier parle d'intégration, de bien-être et de capacités, le second le fait de protection sociale, de vulnérabilité et d'incapacité de segments sociaux déterminés de faire face aux risques. Serrano, 2005.

⁷⁴ Serrano, 2005.

d'organisation, d'innovations et de participation dans l'exercice du droit à la diversité.

Quelles que fussent les mesures objectives et les dispositifs d'intervention sociale ou légale, la nécessité première est de considérer l'autre comme sujet. Préserver l'image de soi et le propre projet identitaire est essentiel pour chaque *poblador* involuqué dans les interventions sociales de l'État. Prêter attention à l'identité et aux sens que les mêmes *pobladores* donnent à leur expérience, c'est ouvrir les politiques à la participation et à l'implication dans la définition des termes avec lesquels ils voudraient exercer leur citoyenneté. Entremêler le désir d'autonomie des *pobladores* et l'institutionnalisation des systèmes fonctionnels est un défi auquel les politiques sociales ne peuvent se soustraire. L'action culturelle des politiques sociales doit viser ce processus qui entremêle le désir d'être sujet (collectif, individuel) avec le cadre, souvent restrictif, des institutions qui assurent leur intégration.

En définitive, rompre avec l'actuelle tendance des politiques sociales exige de repositionner le débat autour des visions modernes du problème des droits des personnes en matière économique, sociale et culturelle ainsi que de mettre au centre de la discussion le « droit à avoir l'opportunité » de se construire soi-même.

⁷⁵ La violation de ces droits se produit dans la mesure où on établit des barrières qui empêchent que les individus aient une égalité d'opportunités ; le droit que l'on viole est pour autant celui d'avoir l'espace, l'opportunité pour se dresser comme sujet, comme citoyen. La pauvreté se situe entre les droits économiques, sociaux, culturels, civils et politiques parce que ceux qui vivent dans des situations de pauvreté voient déniés non seulement leurs droits économiques mais aussi leurs droits en tant que citoyens.

Dans un contexte d'inégalité et de fragmentation croissantes, la reconnaissance des droits juridiques des pauvres et des obligations juridiques de tiers peut constituer le premier pas pour se défaire du sujet qui en chacun de ces *pobladores* gît silencieux et dissimulé dans la nostalgie ou l'enfermement. Reconnaître la violation des droits des plus pauvres implique finalement que dans le dessin de politiques et de programmes sociaux la pauvreté cesse d'être considérée comme un effet inévitable des dynamiques propres du modèle économique. En définitive, la définition de la pauvreté liée aux droits établit un cadre de pouvoir et de contrôle au sein duquel les pauvres ne sont plus des sujets de charité ou de politiques sociales compensatrices. On établit un cadre d'obligations à l'État qui l'oblige à ouvrir l'espace à l'expression des sujets pauvres en tant que citoyens. Le modèle de la protection et du bien-être est compris alors comme droit citoyen et non comme assistance réparatrice de l'économie vu son incapacité d'offrir une inclusion sociale.

Se dresser comme sujets de droits et non comme sujets d'assistance peut non seulement établir une grande différence en termes identitaires mais aussi en ceux du repositionnement du vieil idéal de l'égalité et de l'insertion sociale.

⁷⁵ Bengoa, 2004.

Bibliografía

- Allende, Salvador. 1969. Programa básico de gobierno de la Unidad Popular, Candidatura Presidencial Salvador Allende, 17 diciembre.
- Anderson, Benedict. 2000. Comunidades imaginadas. F.de C. E. Buenos Aires.
- Irma Arraigada, Verónica Aranda (compiladoras) Cambio de las familias en el marco de las transformaciones globales: necesidad de políticas públicas eficaces, Serie seminarios conferencias 42, CEPAL, División de Desarrollo Social.
- Anderson, Jeanine. 2004. Mundos en transformación: familias, políticas públicas y su intersección, En: Irma Arraigada y V. Aranda (comp.) Cambio de las familias en el marco de las transformaciones globales: necesidad de políticas públicas eficaces, Serie seminarios conferencias 42, CEPAL, División de Desarrollo Social.
- Anderson, Leon y D. Snow. 2001. L'exclusion sociale et le soi: une perspective d'interactionnisme symbolique. En: Sociologies et sociétés. L'exclusion. Vol. XXXIII. N°2.
- Arendt, Hanna. 1983. La Condition de l'Homme Moderne. Paris: Calmann-Lévy.
- Aron, Raymond. 1967. Les étapes de la pensée sociologique. Gallimard. France.
- Arriagada, Irma y F. Miranda (comp.) 2003. Capital social: potencialidades analíticas y metodológicas para la superación de la pobreza. CEPAL. Serie seminrios y conferencias. Santiago.
- Assies, W., M. A. Calderón y T. Salman. 2000. Ciudadanía. Cultura política y Reforma del Estado en América Latina. Doc. Preparatorio para el XXIII Coloquio de Antropología e Historias Regionales. México.
- Atria, Raúl y Marcelo Siles (comp.). 2003. Capital social y reducción de la pobreza en América Latina y el Caribe: en busca de un nuevo paradigma, Santiago de Chile: Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPAL) y Michigan State University.
- Auyero, Javier. 2001. La política de los pobres: Las prácticas clientelistas del peronismo. Manantial. B. Aires.
- Bajoit, G. 2002. La mutation de la politique sociale dans les Etats néo-libéraux. Ponencia Seminario Políticas Sociales. Universidad Católica de Valparaíso.
- Bajoit, Guy. 2003. Todo cambia. LOM. Santiago.
- Bajoit, Guy. 2003. A proposito de la eficacia de las políticas sociales del Estado. En: Revue *Politica* de la Universidad de Chile.
- G. Bajoit, 2003. La relation d'aide : la place de la violence dans le travail social, (ronéoté)
- G. Bajoit, 2002. La mutation des politiques sociales dans les Etats néolibéraux, Colloque de l'UCV à Valparaiso, avril.
- G. Bajoit, 2003. Visages de la pauvreté, conceptions du contrat social, de la politique sociale et du travail social, Colloque de l'ASLF, Ijuí (Brésil), déc.
- Baño, Rodrigo. 1997. Consideraciones acerca de la participación ciudadana. Santiago: Flacso.
- Beck, U.1997. La teoría del riesgo. Anthropos. Madrid.
- Bengoa, J. 1995. La pobreza de los modernos. Temas Sociales 3. SUR. Marzo.
- Bengoa, J. 1996. Pobreza y vulnerabilidad. Temas Sociales 10. SUR. Abril.
- Bengoa, J., F. Márquez y S. Aravena. 2000. La desigualdad: testimonios de fines del siglo XX. Ed. SUR. Santiago.

- Bengoa, J. 2005. Apuntes de clases Pobreza en Chile; Postgrado de Antropología de la Universidad de Chile. Abril. Santiago.
- Bidou - Zachriassen, Catherine. 1997. La prise en compte de l'effet de territoire dans l'analyse des quartiers urbains. En: *Revue française de sociologie*. XXXVIII. p.97-117.
- Blanc, Maurice et al. 1994. *Vie quotidienne et démocratie*. L'Harmattan, France.
- Bonfil Batalla, Guillermo. Lo propio y lo ajeno: una aproximación al problema del control cultural En : Stavenhagen, Rodolfo. *La cultura popular*. pp. 79-86, 1995.
- Bonte - Izard. 1991. *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie*. Quadrige. PUC. France.
- Boudon, Raymond. 1979. *L'inégalité des chances*. Pluriel. France.
- Boudon - Bourricaud. 2000. *Dictionnaire critique de la sociologie*. Quadrige. PUC. France.
- Bourdieu, Pierre. 1987. *La distinction*. PUF. Paris.
- Bourdieu, Pierre. 1993. *La misère du monde*. Points. Paris.
- Bourdieu, P. 2001. *Las estructuras sociales de la economía*. Buenos Aires: M Bajoit, Guy. 1997. *Contribution a une sociologie du sujet*. L'Harmattan. France.
- Bourdieu, Pierre. 2001. *Las estructuras sociales de la economía*. Manantial. B. Aires.
- Brunner, José J. 1996. Participación y democracia: Viejos y nuevos dilemas. En *La política como expresión: asociaciones ciudadanas emergentes*. Temas de Participación. Año 3. Nº 3. Santiago: Dirección de Organizaciones Sociales (DOS). Ministerio Secretaría General de Gobierno.
- Carreteiro, Teresa. 1993. *Exclusion sociale et construction de l'identité*. L'Harmattan. France.
- Carrillo Flórez, Fernando. 2000. *El déficit de la democratización en América Latina*. New York: BID.
- Carrión, Fernando. 2004. *Espacio público: punto de partida para la alteridad*. FLACSO. Ecuador.
- Castel, Robert. 1995. *La métamorphose de la question sociale*. Fayard. Paris.
- Castel, Robert. 2003. *L'insécurité sociale*. Seuil. France.
- Castro, Rodrigo y Felipe Kast. 2004. *Movilidad de la pobreza en Chile. Análisis de la Encuesta Panel 1996-2001. Serie Informe Social*. Instituto Libertad y Desarrollo. ISSN 0717-1536. Santiago.
- Cepal. 1995. *Modelos de Desarrollo, Papel del Estado y Políticas Sociales: nuevas tendencias en América Latina*, LC/R.1575.
- Cepal. 2000. *Panorama social de América Latina*. Chile.
- Chatel, V. y M-H. Soulet. 2003. *Agir en situation de vulnérabilité*. P.U.L. Freiburg.
- Chauviere, M. y J. Godbout. 1992. *Les usagers entre marche et citoyenneté*. Paris: L'Harmattan.
- Chavarri, R. 1997. *Relación histórica entre Estado y Sociedad Civil en Chile*. Paper. Magister Estudios Internacionales.
- Chombard de Lauwe, P. 1959. *Famille et Habitation*. Paris: Editions CNRS.
- Clacso / Crop. 2000. *La Demografía de la Pobreza En América Latina*. B. Aires. Nov.
- Clastres, Pierre. 1980. *Recherche d'anthropologie politique*. Seuil. France.
- Colas, Dominique. 1993. *Sociologie politique*. Manuel. Quadrige. PUF. France.
- Contreras, D. y O. Larrañaga. 1999. *Los activos y recursos de la población pobre en América Latina: El caso de Chile*. Inter-American Development Bank. Latin American Research Network. Working Paper R-358.
- Contreras, D., Cooper, R. y J. Herman. 2004. *Dinámica de la pobreza y movilidad social: Chile 1996-2001*. Depto. De Economía. U. De Chile. Agosto. Pag. 29.

- Corporación Tiempo 2000. 1998. Participación social en el Chile actual. Documento del Grupo de Discusión Ciudadanía y Participación. Santiago.
- Demaziere, Didier. 1992. La négociation des identités des chômeurs de longue durée. En: *Revue française de sociologie*. XXXIII. p. 335-363.
- Devés, Eduardo. 2000. Del Ariel de Rodó a la Cepal (1900-1950) Tomo I. Ed.Biblos. Santiago.
- De Gaulejac, V. et I. Taboada Leonetti. 1994. *La Lutte des Places*. Paris: Éditions Desclée de Brouwer.
- De Gaulejac, V. 1998. *L' Honte*. Paris: Éditions Desclée de Brouwer.
- De Gaulejac, V. 2002. Etre sujet malgrais tout. En: *Rev. Propositiones* 34. Santiago.
- De La Boétie, Etienne. 2002. *Le discours de la servitude volontaire*. Petite Bibliothèque Payot. France.
- De la Rocha, Mercedes. 2003. México: Oportunidades y Capital Social. En: Seminario Capital Social y Programas De Superación De La Pobreza: Lineamientos Para La Acción. Cepal, Santiago.
- DOS-Dirección de Organizaciones Sociales. Ministerio Secretaría General de Gobierno. 1998. Enfoque analítico para analizar la participación en Programas Sociales. Santiago: Dpto. de Estudios. DOS.
- Dubet, Francois. 1994. *L'expérience sociale*. L'Harmattan. Paris.
- Dubet, Francois. 2000. *Les inégalités multipliées*. L'aube. France.
- Dubet, Francois y A. Vêréto. 2001. Une "réduction" de la rationalité de l'acteur. Pourquoi sortir du RMI ? En: *Revue française de sociologie*. 42-3. p. 407-436.
- Dumont, Louis. 1985. *Essais sur l'individualisme: une perspective anthropologique sur l'idéologie moderne*. Essais Points. France.
- Durkheim, Emile. 1973. *Les règles de la méthode sociologique*. PUF. France.
- Durston, John. 2002. El capital social campesino en la gestión del desarrollo rural. Díadas, equipos, puentes y escaleras, Santiago de Chile: Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPAL).
- Durston, John. 2003. Capital social: parte del problema, parte de la solución, su papel en la persistencia y en la superación de la pobreza en América Latina y el Caribe. En Raúl Atria y Marcelo Siles (comps.), *Capital social y reducción de la pobreza en América Latina y el Caribe: en busca de un nuevo paradigma*, Santiago de Chile: CEPAL/Michigan State University.
- Durston, John. 2005. Capital social: clientelismo y el papel de las agencias internacionales en Los espacios locales rurales de concertación. IAF/ FNSP.
- Ehremberg, A. 1998. *La fatigue de être soi même*. Ed.Odile Jacob. Paris.
- Elias. N. 1996. *La sociedad cortesana*. México. FCE.
- Enriquez, Eugene. 1983. *De la Horde a l' Etat*. Folio Essais. France.
- Erikson, B. Culture, class and connections. *American Journal of sociology*. Vol 102 Number 1 (july 1996) . University of Chicago
- Esping Andersen, Gösta (1993) *Los tres mundos del Estado de Bienestar*, Edicions Alfons El Magnanim, Generalitat Valenciana, Diputació Provincial de Valencia
- Esping Andersen, Gösta (2000) *Fundamentos sociales de las economías postindustriales*, Editorial Ariel, Barcelona
- Espinoza, V. 1995. Redes Sociales y Superación de la Pobreza. *Revista de Trabajo Social* 66: 31-44. Escuela de Trabajo Social. Pontificia Universidad Católica de Chile.
- Espinoza, V. 1988. *Para una Historia de los Pobres de la Ciudad*. SUR. Santiago.

- Espinoza, V. y E. Canteros. 2001. Contactos Sociales y Carreras Laborales en Familias Chilenas de Escasos Recursos. En: Rev.Proposiciones 31. SUR. 2001.
- Eymard-Duvernay, François y E. Marchal. Les règles en action: entre une organisation et ses usagers. En: Revue française de sociologie vol. XXXV. 1994. p.5-36
- Falabella, G. 2000. Temas de Sociedad Civil: Contestación y cooptación, participación y democracia. La experiencia de las trabajadoras/es de Sta. María. madre de la fruta chilena. Ponencia en Seminario Internacional de Agricultura Sustentable. RIAD. Puerto Alegre.
- Fassin, Didier. Charité bien ordonnée. Principes de justice et pratique de jugement dans l'attribution des aides d'urgence. En: Revue Française de sociologie. 42-3. 2001. p.437-475.
- Feijóo, María del Carmen. 2001. Nuevo país, nueva pobreza, (Buenos Aires: Fondo de Cultura Económica).
- Filgueira, C. y C. Genetti. 1982. Estratificación y movilidad ocupacional en América Latina. Cepal Flasco. 1997. Seminario Conceptual. Participación Ciudadana y Políticas Públicas. Santiago. julio.
- Filgueira, C. 1998. Welfare and citizenship: new and old vulnerabilities. En: G.O'Donnell y V. Tokman. Poverty and Inequality in Latin America. UND.
- Filgueira, C. 2000. Relaciones entre el Estado y la Sociedad Civil: la participación en procesos de toma de decisión en políticas públicas. Estudio N° 8. Santiago: Centro de Análisis de Políticas Públicas. U. de Chile-BID.
- Filgueira, Carlos. 2000. La actualidad de viejas temáticas: sobre los estudios de clase. estratificación y movilidad social en América latina. 13 de octubre. LC/R.2034. CEPAL
- Filgueira, Carlos. 2003. Estructura de oportunidades, activos de los hogares y movilización de activos en Montevideo (1991-1998). Kaztman, Ruben, and Guillermo Wormald (coord.), Trabajo y Ciudadanía. Los cambiantes rostros de la integración y exclusión social en cuatro áreas metropolitanas de América Latina (Montevideo: Cebra Comunicación Visual, 2002), 325-398.
- Fitoussi, Jean Paul y P. Rosanvallon. 1997. La nueva era de las desigualdades. Manantial. Buenos Aires.
- Franco, Rolando. s/f Las grandes controversias de la política social. Ilpes-Naciones Unidas. Cepal E/Cepal/ILPES/Sem.1/R.5
- Garcés, Mario. 2002. Tomando su sitio. El movimiento de pobladores de Santiago, 1957-1970. Lom. Santiago.
- García Canclini, N. 1995. Consumidores y ciudadanos. Conflictos multiculturales de la globalización. México D.F.: Editorial Grijalbo.
- Garretón, M. A. 1994a. Tres aproximaciones a la problemática actual de la participación y la ciudadanía. En Temas de Participación. Santiago: División de Organizaciones Sociales. Ministerio Secretaría General de Gobierno.
- Garretón, M. A. 1994b. Redefinición de gobernabilidad y cambio político. En: L. Tomassini. ed. ¿Qué espera la sociedad? Santiago: Centro de Análisis de Políticas Públicas. U. de Chile.
- Germani, Gino. 1966. Política y sociedad en una época de transición: de la sociedad tradicional a la sociedad de masas. Paidós. Buenos Aires.
- Geremek, Bronislaw 1989. La Piedad y la Horca: Historia de la caridad y la miseria en Europa. Alianza Universitaria. Madrid.
- Geertz, Clifford. 1973. La interpretación de las culturas. Gedisa. México.
- Geertz, Clifford. 2000. Negara: El Estado – Teatro en el Bali del siglo XIX. Ed. Paidós Básica. Buenos Aires.
- Giddens, A. 1995. Modernidad e identidad del yo. Ed. Península. Barcelona.

- Giddens. 1995. Las consecuencias de la modernidad. Alianza. Madrid.
- Gobierno de Chile. 1997. El Estado al servicio de la gente: Plan estratégico de modernización de la gestión pública. Santiago: División de Modernización de la Gestión Pública.
- Goffman, Erving. 1971. Relaciones en público. Alianza editorial. Madrid.
- Goffman, E. 1975. Frame Analysis: An Essay on the Organization of Experience. New York: Harper and Row. 1974; Harmondsworth: Penguin. 1975.
- Góngora, Mario 1981. Ensayo histórico sobre la noción de Estado en Chile en los siglos XIX y XX. Ed. Universitaria. Santiago.
- González de la Rocha, Mercedes. 1986. Los recursos de la pobreza. Familias de escasos recursos de Guadalajara. Guadalajara: El Colegio de Jalisco/CIESAS/SPP.
- González, R. 1995. Génesis, actualidad y proposiciones en torno a la constitución de un usuario protagonista. En: Mujer y organizaciones de consumo en América Latina. Santiago: Fovida. PET. Fosis.
- González, Carlos I.s.j. 1988. Pobreza y Riqueza: Obras selectas del cristianismo primitivo. Ed. Porrúa. México.
- Granovetter, M. 1973. The strength of weak ties. en: American Journal of Sociology 78.
- Guber, Rossana. 2001. La etnografía, método, campo y reflexividad. Norma. Argentina.
- Güell, Pedro. 2002. Brechas de Equidad: Algunas aproximaciones desde el Desarrollo Humano. Doc. Seminario Perspectivas Innovativas en Política Social. Mideplan-Cepal. 2002.
- Güell, Pedro. 2002. El Rol del sentido colectivo: la señora María y las políticas públicas. En: Rev. Mensaje
- Güell, P. 2002. El rol del sentido colectivo: La señora María y las políticas públicas. Revista Mensaje (Santiago) 513 (octubre).
- Halbwachs, Maurice. 1980. The collective memory. NY. Halper & Row.
- Hall, E.T. 1971. La dimension cachée. Essais Points. France.
- Hall, E.T. 1979. Au-delà de la culture. Essais Points. France.
- Hardy, Clarisa. 2003. "Una nueva generación de reformas sociales en América Latina" En Rolando Cordera, Leonardo Lomelí y Rosa Elena Montes de Oca (coords.), 2003, La cuestión social: superación de la pobreza y política social a 7 años de Copenhague, Ciudad de México: Universidad Nacional Autónoma de México, Instituto de Estudios para la Transición Democrática, Instituto Nacional de Desarrollo Social.
- Herskovits, M.J. 1958. Acculturation. The study of culture contact, Gloucester, NY.
- Hirschmann, A. O. 1992. Face au déclin des entreprises et des institutions. Paris: Ed. Ouvrières.
- Hoggart, Richard. 1957. La culture du pauvre. Ed. Minuit. France.
- Huntington, S. 1968. Political Order in Changing Societies. New Haven/London: Yale University Press.
- Inglehart, Roland. El cambio cultural en las sociedades avanzadas. CIS. España. 1990
- Irrázabal. I. 1995. Habilidad, pobreza y política social. En: Estudios Públicos. N°59. Invierno.
- Katzman, R. et al. 1998. Activos y estructuras de oportunidades. PNUD. Cepal. Montevideo.
- Katzman, Ruben (coord.). 1999. Activos y estructuras de oportunidades. Estudios sobre las raíces de la vulnerabilidad social en Uruguay. Montevideo: Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo y CEPAL.

- Kaztman, Ruben. 2002. Convergencias y divergencias: exploración sobre los efectos de las nuevas modalidades de crecimiento sobre la estructura social de cuatro áreas metropolitanas. En Kaztman, Ruben, y Guillermo Wormald (coord.), Trabajo y Ciudadanía. Los cambiantes rostros de la integración y exclusión social en cuatro áreas metropolitanas de América Latina, Montevideo: Cebra Comunicación Visual.
- Kaufmann, Jean – Claude, 1996. L'entretien compréhensif, Sociologie 128, Nathan Université. Paris.
- Kessler, Gabriel. 1998. Le processus de paupérisation de la classe moyenne argentine (1976-1995). Thèse en vue de l'obtention du doctorat en sociologie. Ecole Des Hautes Etudes En Sciences Sociales. France.
- Kessler, Gabriel. 2000. Trayectorias de empobrecimiento. Habitus e histeresis ante cambios de contexto. El caso argentino. IDEA- Usach. Segundas jornadas Cono Sur. 16-17 junio.
- Kliksberg, B. 1999. Seis tesis no convencionales sobre participación. New York: Indes/BID.
- Laplantine, François. 1996. La description ethnographique. Nathan Université. Sciences sociales 128. Paris
- Lechner, Norbert. 1999. El capital social como problema cultural. Mimeo.
- Lechner, Norbert. 2002. Las sombras del mañana: la dimensión subjetiva de la política. Lom. Santiago.
- Lewis, Oscar. 1966. La cultura de la pobreza. FCE. México.
- Lewis, Oscar. 2003. Antropología de la pobreza: cinco familias. F.de C.E. México.
- Lipovetsky, Gilles. 1983. L'ère du vide. Folio essais. France.
- Lomnitz, Larissa. 1975. ¿Cómo sobreviven los marginados?. México D.F.: Siglo XXI editores.
- López, José y J. Joseph. 2002. Miradas individuales e imágenes colectivas. Alternativa. Perú.
- Martínez, J. y M. 1995. Palacios. Informe sobre la decencia: la diferenciación estamental de la pobreza y los subsidios públicos. SUR. Santiago.
- Martinic, S. 1994. Relación comunicativa y organización de la conversación en experiencias de intervención social. Cuadernos Cide. pp.101–119. Santiago: Centro de Investigación y Desarrollo de la Educación (Cide).
- Martinic, S. 1995. Relación comunicativa y organización de la conversación en experiencias de intervención social. En: Anke van Dam. Sergio Martinic. Gerhard Peter. eds. Cultura y política en educación popular. pp.101–119. La Haya: CESO.
- Marcel, M. y C. Tohá. 1996. Reforma del Estado y de la gestión pública. s/d.
- Márquez, F. 2001. Trayectoria de vida y trabajo en sujetos pobres. En: Propositiones 32. SUR. Santiago.
- Márquez, F. et al. 2001. Ciudadanía y Participación Social: Marco para una Ley de Participación en la Gestión Pública. Secretaría General de Gobierno. Santiago.
- Márquez, F. 2002. Los campamentos de Cerro Navia. Apuntes de terreno. En: L. Winchester y E. Gallicchio. eds. Territorio local y desarrollo. Experiencias en Chile y Uruguay. Santiago: Ediciones SUR. Chile / CLAEH (Centro Latinoamericano de Economía Humana). Uruguay.
- Márquez, F. 2002. Los patios traseros de un Chile desigual. Ponencia Simposio "El Chile que viene". Universidad de Harvard y el David Rockefeller Center for Latin American Studies. Boston. 28 de febrero – 2 de marzo 2002.
- Márquez, F. 2002. Apuntes de terreno: los campamentos de Cerro Navia. En: Ciudadanía y Desarrollo Local. IAF-SUR. Ed.SUR. Santiago.
- Márquez, F. 2002. La vida realizada -la vida postergada: la construcción biográfica en Chile. En: Revista Ciencias Sociales. Flacso. México.

- Márquez, F. 2002. La cultura y los procesos de movilidad social en los noventa: Santiago, Buenos Aires y Montevideo. En: Las desigualdades emergentes en América Latina. Rev. Propositiones 34. SUR.
- Márquez, F. 2003. El desconcierto en la cultura: Patios traseros y movimientos subterráneos. En: Seminario Desafíos Democráticos. Centros Académicos. Santiago 13 de noviembre.
- Márquez, F. 2004. Historias de movilidad social en familias pobres urbanas: respuestas estatales a historias singulares. Informe Final Fondecyt 1020318.
- Márquez, F. 2004. Sistemas de Protección Social en América Latina. En: II Foro Euro-Latinoamericano de la Sociedad Civil. Michoacán. México. Marzo 2004.
- Mauss, Marcel. 1966. El Don. Londres: Cohen & West Ltd.
- Micco, S. 1997. Comentarios al texto Ciudadanía y participación. Notas para la discusión de J. J. Brunner. Santiago.
- Mideplan. 1992. Participación de la comunidad en el desarrollo social. Logros y proyecciones. Santiago: Mideplan.
- Mideplan. 1998. Reproducción y transmisión de la pobreza en Chile: un acercamiento cualitativo. Fnuap-Mideplan.
- Mideplan. 2002. Dinámica de la pobreza: resultados de la encuesta panel 1996 –2001. División Social. Santiago de Chile.
- Mires, Fernando. 1993. El discurso de la miseria. Ed. Nueva Sociedad. Venezuela.
- Moser, C. 1996. Situaciones críticas: Reacción de las familias de cuatro comunidades urbanas pobres ante la vulnerabilidad y la pobreza. Serie de estudios y monografías sobre el desarrollo ecológicamente sostenible. no. 75. Washington D.C.: Banco Mundial.
- Moser, C. 1996. Situaciones críticas: Reacción de las familias de cuatro comunidades urbanas pobres ante la vulnerabilidad y la pobreza. Serie de estudios y monografías sobre el desarrollo ecológicamente sostenible. Nº 75. Banco Mundial. Washington DC.
- Nun, J., Marín. C. y Muráis. M. 1968. Marginalidad en América latina. Doc. De trabajo. Instituto Di Tella 53. O'Donnell, Guillermo
- Nun, José. 1969. Superpoblación relativa, ejército industrial de reserva y masa marginal. En: Revista Latinoamericana de Sociología 5. Nº 2.
- Nun, José. 1972. Marginalidad y otras cuestiones. En: Rev. Latinoamericana de Ciencias Sociales 4.
- Paugam, S. 1991. La Disqualification sociale. Essai sur la nouvelle pauvreté. Paris: PUF.
- Paugam, S. 2002. La Disqualification sociale. Essai sur la nouvelle pauvreté. Paris : PUF.
- Polanyi, Karl. 1968. The Great Transformation. Boston: Beacon Press.
- Portés, Alejandro. 1972. Rationality in the Slum. An essay in interpretative sociology. En: Comparative Studies in Society and History 14. Nº3. p. 268-86.
- Portes, Alejandro. 1995. Economic Sociology and the Sociology of Immigration: A Conceptual Overview. En Alejandro Portes (ed.), The Economic Sociology of Immigration. Essays on Networks, Ethnicity and Entrepreneurship, New York: Russell Sage Foundation, pp. 1-41
- Prates, M. y E. Diniz. 1997. Gobernabilidad. gobierno local y pobreza en Brasil. En: A. Rodríguez y L. Winchester. eds. Ciudades y gobernabilidad en América Latina. Santiago: Ediciones Sur.
- Raczynski, D. 1974. Estratificación social y oportunidades ocupacionales: algunos antecedentes sobre Chile. En: El empleo en América Latina. Clacso. S.XXI. B.Aires.
- Raczynski, D. y C. Serrano. 1986. Vivir la Pobreza: testimonio de mujeres. Cieplan. Santiago.

- Raczinsky, D. y M. Blásquez. 1999. Políticas sociales, pobreza, desigualdad social. Balance de los años 90. Cuadernos del Segundo Centenario N°11. CED. Santiago.
- Raczinsky, D. et al. 2000. Superación de la pobreza y gestión descentralizada de la política y los programas sociales. BID-Cieplan. Santiago.
- Raczynski, D., C.Serrano y M.Valle. 2002. Eventos de quiebre de ingreso y mecanismos de protección social: Estudio en hogares de ingreso medio y bajo. Asesorías para el Desarrollo – BID. Santiago.
- Raczynski, Dagmar y C. Serrano. 2005. Las políticas y estrategias de desarrollo social: Aportes de los años 90 y desafíos futuros. Paper Cieplan.
- Radcliffe-Brown, A. R. 1940. On Social Structure. Journal of the Royal Anthropological Institute of Great Britain and Ireland. 70: 188-204.
- Reguillo, R. 1999. La construcción simbólica de la ciudad: sociedad, desastre y comunicación. Iteco. México.
- Riesco, Manuel. 2003. Articulación de políticas económicas y sociales en AL: Algunos elementos metodológicos. CENDA. Centro de Estudios Nacionales de Desarrollo Alternativo. En: Seminario "La articulación de las políticas económicas y las políticas sociales: desafío para el crecimiento sostenible e incluyente". Instituto Interamericano para el Desarrollo Social (INDES).Washington D.C. 1 - 2 diciembre.
- Roberts, Bryan. 2002. Citizenship, Social Policy and Population Change. En Christopher Abel y Colin M. Lewis (eds.), Exclusion & Engagement. Social Policy in Latin America, Londres: Institute of Latin American Studies/University of London, páginas 111-130.
- Rodríguez, A. y L. Winchester. eds. 1999. Ciudades y gobernabilidad en América Latina. Santiago: Ediciones SUR.
- Rodríguez, A. 2002. La vivienda privada de ciudad. Temas Sociales. SUR.
- Rosanvallon, Pierre. 1998. La nueva cuestión social: Repensar el Estado providencia. Manantial. Buenos Aires.
- Rousseau, Jean Jacques. 1999. El contrato social. Losada Oceano. México
- Sáinz, P. y A.León. 1996. Educación y movilidad social en América latina. En: Revista Estadísticas y Economía. N° 12. Ine.
- Sagasti, Francisco et al. 1999. Equidad, Integración social y desarrollo. Agenda Perú. Lima.
- Sahlins, Marshall. 1977. Poor Man, Rich Man, Big Man. Chief. Poitical Types in Melanesia and Polynesia.
- Salazar, Gabriel. 2003. Ferias Libres: espacio residual de soberanía ciudadana. Ed. Sur. Santiago.
- Salman, Ton. 2002. Políticos mentirosos y ladrones: Modelos políticos y modelos de organización barrial, los casos de Chile y Ecuador. En: Propositiones 34. SUR.
- Schkolnik, Mariana y J. Bonnefoy. 1994. Una propuesta de tipología de las políticas sociales en Chile. Mideplan. Santiago.
- Schnapper, Dominique. 2003. La communauté des citoyens. Folio essais. France.
- Sennet, R. 2000. La corrosión del carácter. Anagrama. Barcelona.
- Sennet, Richard. 2003. El Respeto. Anagrama. Buenos Aires.
- Serrano, C. 1998. Participación social y ciudadanía: un debate contemporáneo. Santiago: Ministerio de Planificación y Cooperación.
- Serrano, C. y D. Raczynski. 2003. Derechos Sociales Básicos, Superación de La Pobreza y Protección Social ante la Vulnerabilidad. Asesorías para el Desarrollo. Santiago.

- Serrano, C. y D. Raczynski. 2004. Racionalidad en las decisiones de políticas hacia la pobreza en América Latina. Análisis político institucional y comparativo de países. Proyecto FONDECYT
- Serrano, C. 2005. La política social de la sociedad global en América Latina: Nuevos programas de protección social. CEPAL. Unidad De La Mujer. Proyecto Gobernabilidad e Igualdad De Género.
- Simmel, George. 2002. *Les Pauvres*. PUF. France.
- Skewes, J. C. 2002. El diseño espacial de los campamentos y su desmantelamiento por las políticas de vivienda. Propositiones 34. Santiago: Ediciones SUR.
- Svampa, Maristella. (ed) 2000. Desde abajo: la transformación de las identidades sociales. Ed.Biblos.Argentina.
- Tironi, M. 2003. Nueva pobreza urbana. Vivienda y Capital Social en Santiago de Chile. 1985-2001. Serie de investigación. Universidad de Chile. PREDES y RIL editores. Santiago.
- Touraine, A. 1997. ¿Podremos vivir juntos? Buenos Aires: Fondo de Cultura Económica.
- Touraine, A. y F. Khosrokhavar. 2000. La recherche de soi. Dialogue sur le sujet. Fayard.Paris.
- Turner, V. 1972. Pasos, márgenes y pobreza: símbolos religiosos. En: *Worship* 46. ag.-sep., 1972. pp.390-412.
- Vekemanns, R. e I. Fuenzalida. 1976. Desal. Marginalidad, promoción popular y neomarxismo. Cedral. Bogotá.
- Villechaise, Agnès. 1997. La banlieue sans qualités. Absence d'identité collective dans les grands ensembles. En: *Revue française de sociologie*. XXXVIII. 351-374.
- Villechaise-Dupont, Agnès y J.Zaffran. 2001. Résistances a l'infériorisation social chez les personnes en situation d'illettrisme. *Revue Française de sociologie*. 42-4. p.669-694.
- Wacquant, Loic. 2001. *Parias Urbanos: Marginalidad en la ciudad a comienzos del milenio*. Manantial. Buenos Aires.
- Weber, Max. [1922] 1992. *Economía y Sociedad*. Fondo de Cultura Económica, México.